



**CTB**



# **RAPPORT DES RESULTATS 2015 FACILITE D'APPUI AUX INVESTISSEMENTS AGRICOLES DANS LES DEPARTEMENTS DU MONO-COUFFO ET ATACORA- DONGA (FAIA) - BEN1002211**



**Janvier 2016**

<b>ACRONYMES .....</b>	<b>4</b>
<b>1 APERÇU DE L'INTERVENTION .....</b>	<b>6</b>
1.1 FICHE D'INTERVENTION .....	6
1.2 EXECUTION BUDGETAIRE .....	7
1.2.1 <i>Contribution belge</i> .....	7
1.2.2 <i>Contribution béninoise</i> .....	8
1.3 AUTOEVALUATION DE LA PERFORMANCE .....	8
1.3.1 <i>Pertinence</i> .....	8
1.3.2 <i>Efficacité</i> .....	9
1.3.3 <i>Efficiéce</i> .....	10
1.3.4 <i>Durabilité</i> .....	10
1.4 CONCLUSIONS .....	11
<b>2 MONITORING DES RESULTATS .....</b>	<b>13</b>
2.1 ÉVOLUTION DU CONTEXTE .....	13
2.1.1 <i>Contexte général</i> .....	13
2.1.2 <i>Contexte institutionnel</i> .....	13
2.1.3 <i>Contexte de gestion : modalités d'exécution</i> .....	14
2.1.4 <i>Contexte HARMO</i> .....	15
2.2 PERFORMANCE DE L'OUTCOME .....	16
2.2.1 <i>Progrès des indicateurs Atacora Donga</i> .....	16
2.2.2 <i>Progrès des indicateurs Mono Couffo</i> .....	17
2.2.3 <i>Analyse des progrès réalisés</i> .....	18
2.2.4 <i>Impact potentiel</i> .....	19
2.3 PERFORMANCE DE L'OUTPUT 1 .....	20
2.3.1 <i>Progrès des indicateurs Atacora Donga</i> .....	20
2.3.2 <i>Progrès des indicateurs dans le Mono-Couffo</i> .....	21
2.3.3 <i>État d'avancement des principales activités</i> .....	22
2.3.4 <i>Analyse des progrès réalisés</i> .....	23
2.4 PERFORMANCE DE L'OUTPUT 2 .....	24
2.4.1 <i>Progrès des indicateurs dans l'Atacora-Donga</i> .....	24
2.4.2 <i>Progrès des indicateurs dans le Mono-Couffo</i> .....	25
2.4.3 <i>État d'avancement des principales activités</i> .....	26
2.4.4 <i>Analyse des progrès réalisés</i> .....	27
2.5 PERFORMANCE DE L'OUTPUT 3 .....	29
2.5.1 <i>Progrès des indicateurs dans l'Atacora Donga</i> .....	29
2.5.2 <i>Progrès des indicateurs dans le Mono Couffo</i> .....	30
2.5.3 <i>État d'avancement des principales activités</i> .....	31
2.5.4 <i>Analyse des progrès réalisés</i> .....	33
2.6 PERFORMANCE DE L'OUTPUT 4 .....	34
2.6.1 <i>Progrès des indicateurs</i> .....	34
2.7 PERFORMANCE DE L'OUTPUT 5 .....	35
2.7.1 <i>Progrès des indicateurs dans le Mono Couffo</i> .....	35
2.7.2 <i>État d'avancement des principales activités</i> .....	37
2.7.3 <i>Analyse des progrès réalisés</i> .....	39
2.8 PERFORMANCE DE L'OUTPUT 6 .....	40
2.8.1 <i>Progrès des indicateurs dans le Mono-Couffo</i> .....	40
2.8.2 <i>État d'avancement des principales activités</i> .....	41

2.8.3	<i>Analyse des progrès réalisés</i> .....	42
2.9	THEMES TRANSVERSAUX.....	43
2.9.1	<i>Genre</i> .....	43
2.9.2	<i>Environnement</i> .....	43
2.10	GESTION DES RISQUES.....	44
<b>3</b>	<b>PILOTAGE ET APPRENTISSAGE</b> .....	<b>47</b>
3.1	REORIENTATIONS STRATEGIQUES.....	47
3.2	RECOMMANDATIONS .....	47
3.3	ENSEIGNEMENTS TIRES .....	48
<b>4</b>	<b>ANNEXES</b> .....	<b>49</b>
4.1	CRITERES DE QUALITE .....	49
4.2	DECISIONS PRISES PAR LA SMCL.....	52
4.3	APERÇU DES MORE RESULTS.....	54
4.4	RAPPORT « BUDGET VERSUS ACTUELS (Y – M) » .....	55
4.5	INVESTISSEMENTS COMMUNAUX (IC) SUR DOTATION 2013.....	60
4.6	INVESTISSEMENTS COMMUNAUX (IC) SUR DOTATION 2014.....	65

## Acronymes

Sigles	Définitions
ADF	American Development Fund
AIMAEP	Appui Institutionnel au Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche
ASPS	Amélioration de la qualité sanitaire et phytosanitaire des produits agro-alimentaires
AT	Assistant Technique
CARDER	Centre d'Action Régional pour le Développement Rural
CCIB	Chambre de Commerce et d'Industrie du Bénin
CEV	Comité d'Etude et de Validation
CNOS/PSRS	Comité National d'Orientation et de suivi de la mise en œuvre du PSRSA
CONAFIL	Commission Nationale des Finances Locales
CRAV AD	Conseil Régional d'Analyse et de Validation dans l'Atacora-Donga
CRM MC	Conseil Régional des Maraîchers du Mono-Couffo
CRR MC	Conseil Régional des Riziculteurs du Mono-Couffo
CS	Convention Spécifique
CTB	Coopération Technique Belge, Agence belge de développement
CTOS	Comité Technique d'Orientation et de Suivi
DAO	Dossier d'Appel d'Offre
DDPD	Direction Départemental de Planification et de Développement
DET	Diagnostic Economique et Territorial
DIO CARDER	Diagnostic institutionnel et Organisationnel des Centre Agricole Régional pour le Développement Rural en appui aux Communes en matière de développement agricole
DIO Commune	Diagnostic institutionnel et Organisationnel des Communes en appui au développement économique
DRC	Direction de la Réglementation et du Contrôle
E.SOKO	Electronic Market (Système d'information de marché, SOKO signifiant marché enlangue Swahili
FADeC	Fonds d'Appui au Développement des Communes
FAFA AD	Facilité d'Appui aux Filières Agricoles des départements de l'Atacora et de la Donga
FAFA MC	Facilité d'Appui aux Filières Agricoles des départements du Mono et du Couffo
FAIA	Facilité d'Appui aux Investissements Agricoles
FADEA	Fonds d'Appui au Développement de l'Entrepreneuriat Agricole
FNDA	Fonds National de Développement Agricole
FODEFI	Fonds de Développement des Filières
GT2DAT	Groupe Technique de Déconcentration et de Décentralisation de l'Administration Territorial
IC	Investissement Communal
MAEP	Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche
MDGLAAT	Ministère de la Décentralisation, de la Gouvernance Locale, de l'Administration et de l'Aménagement du Territoire
MIP	Microprojets
OHADA	Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires
ONS	Office National de Soutien aux revenus agricoles
OPA	Organisation Professionnelle Agricole
PACER	Programme d'Appui à la Croissance Economique Rurale

<b>Sigles</b>	<b>Définitions</b>
PADA	Projet d'Appui au Développement Agricole
PEA	Projet d'Entreprenariat Agricole
PAI	Plan Annuel d'Investissement
PICA	Système d'Information du Marché pour les filières Maraichage et Riz, sur la base des systèmes existants
PONADEC	Politique Nationale de Décentralisation et de Déconcentration
PNIA- Bénin	Programme National d'Investissement Agricole du Bénin
PSDCC	Projet de Services Décentralisés Conduits par les Communautés
PSNF	Prestation de Services Non Financiers
PSRSA	Plan Stratégique de Relance du Secteur Agricole
SCDA	Secteur Communal pour le Développement Agricole
SMCL	Structure Mixte de concertation Locale
UAC	Unité d'Appui et de Coordination
UFAI	Unité Fonctionnelle d'Appui Institutionnel
UFR AD	Unité Fonctionnelle Régionale Atacora-Donga
UFR MC	Unité Fonctionnelle Régionale Mono-Couffo
URP	Union Régionale des Producteurs

# 1 Aperçu de l'intervention

## 1.1 Fiche d'intervention

<b>Intitulé de l'intervention</b>	<b>Facilité d'Appui aux Investissements Agricoles dans les Départements du Mono, du Couffo, de l'Atacora et de la Donga</b>
<b>Code de l'intervention</b>	BEN1002211
<b>Localisation</b>	UFR/MC : Départements de Mono et du Couffo, UFR/AD : Départements de l'Atacora et la Donga UAC : Cotonou
<b>Budget total</b>	11 millions d'euros
<b>Institution partenaire</b>	Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche
<b>Date de début de la Convention spécifique</b>	22 juillet 2011
<b>Date de démarrage de l'intervention/ Comité de pilotage d'ouverture</b>	Octobre 2011
<b>Date prévue de fin d'exécution</b>	31 décembre 2015
<b>Date de fin de la Convention spécifique</b>	22 juin 2017
<b>Groupes cibles</b>	Les opérateurs privés actifs dans les filières riz, maraichage et anacarde, les collectivités territoriales, les partenaires techniques publics et privés.
<b>Objectif général (Impact<sup>1</sup>)</b>	Les revenus et la sécurité alimentaire des populations du Mono, du Couffo, de l'Atacora et de la Donga sont accrus au travers du développement des filières agricoles, l'augmentation des investissements productifs et l'amélioration du climat des affaires en milieu rural.
<b>Objectif spécifique (Outcome)</b>	Les conditions d'investissements pour le développement des filières agricoles sont durablement améliorées dans les communes du Mono, Couffo, de l'Atacora et de la Donga.
<b>Résultats (Outputs)</b>	La qualité et l'accessibilité des services d'appui conseil pour le développement des filières agricoles sont améliorées dans le cadre d'un partenariat public-privé bien compris.
	Les communes réalisent des infrastructures et aménagements publics qui contribuent à améliorer la compétitivité des filières agricoles.
	Les initiatives privées porteuses de valeur ajoutée pour le développement des filières agricoles sont appuyées dans les régions d'intervention.
	Des mécanismes institutionnels sont définis au niveau national pour canaliser les aides publiques destinées à appuyer le développement des filières agricoles.
	Les producteurs agricoles améliorent de façon durable la qualité de leur structuration et accèdent à des meilleurs services fournis par leurs organisations.
	Les acteurs des filières (producteurs, transformateurs, et opérateurs économiques) élargissent leurs opportunités de marché et augmentent leur bénéfice de manière équitable grâce à une meilleure articulation.
<b>Année couverte par le rapport</b>	2015

<sup>1</sup> L'impact se réfère à l'objectif général ; l'outcome se réfère à l'objectif spécifique ; l'output se réfère au résultat escompté

## 1.2 Exécution budgétaire

### 1.2.1 Contribution belge

- **Taux de décaissement de la Contribution belge en euros**

EURO	Budget	Dépenses		Dépenses au 31/12/2015	Taux de déboursement au 31/12/2015
		Décaissements des Années précédents (2011 - 2014)	Décaissements de l'année couverte par le rapport (2015)		
		< 2012: 877.142			
		2013: 2.464.330			
	2014: 3.918.839				
<b>Total</b>	<b>11.000.000</b>	<b>7.260.310</b>	<b>2.842.766</b>	<b>10.103.077</b>	<b>92%</b>
Output 1	399.932	287.797	105.551	393.347	98%
Output 2	4.219.714	3.118.042	586.179	3.704.221	88%
Output 3	1.763.258	769.343	800.921	1.570.263	89%
Output 4	1.172.877	949.184	172.118	1.121.303	96%
Output 5	338.348	148.919	192.240	341.159	101%
Output 6	168.506	32.286	128.580	160.866	95%
Moyens généraux	2.937.365	1.954.741	857.178	2.811.919	96%

- **Taux de décaissement de la Contribution belge en FCFA**

CFA	Budget	Dépenses			
		Décaissements des Années précédents <2012 : 5.753.674.355 2013: 1.616.494.304 2014: 2.570.589.566	Décaissements de l'année couverte par le rapport (2015)	Dépenses au 31/12/2015	Taux de déboursement au 31/12/2015
<b>Total</b>	<b>7.215.527.000</b>	<b>4.762.451.442</b>	<b>1.864.732.460</b>	<b>6.627.183.901</b>	<b>92%</b>
Output 1	262.338.195	188.782.214	69.236.793	258.019.007	98%
Output 2	2.767.950.936	2.045.301.358	384.508.081	2.429.809.438	88%
Output 3	1.156.621.428	504.655.743	525.369.566	1.030.025.308	89%
Output 4	769.356.878	622.623.935	112.901.830	735.525.765	96%
Output 5	221.941.739	97.684.297	126.101.246	223.785.542	101%
Output 6	110.532.690	21.177.978	84.343.043	105.521.021	95%
Moyens généraux	1.926.785.133	1.282.225.918	562.271.903	1.844.497.820	96%

## 1.2.2 Contribution béninoise

- **Taux de décaissement en 1000 FCFA**

	Budget 2015	Dépenses		Taux de décaissement à la fin de l'année 2015
		Années précédentes	2015	
<b>Total</b>	150.000	2014 : 82.453,85 2013 : 99.739,92 2012 : / 2011 : /	44.748	30%
<b>Art. 61</b>	12.000		0	0%
<b>Art. 62</b>	50.000		19.918	39%
<b>Art. 23</b>				
<b>Art. 24</b>	88.000		24.830	28%

## 1.3 Autoévaluation de la performance

### 1.3.1 Pertinence

	Performance
<p>La Facilité d'Appui aux Investissements Agricoles (FAIA) a été conçue conformément aux stratégies de développement du secteur agricole contenues dans les différents documents de politiques nationales et sectorielles dont :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le Plan Stratégique de Relance du Secteur Agricole (PSRSA) qui trace la politique de développement du secteur agricole ;</li> <li>- la Politique Nationale de Décentralisation et de Déconcentration (PONADEC).</li> </ul> <p>Le PSRSA a mis l'accent essentiellement sur le développement des filières agricoles et retenu comme orientations fondamentales la professionnalisation des exploitations familiales et la promotion de l'entrepreneuriat agricole.</p> <p>La FAIA est une contribution à l'opérationnalisation du PSRSA avec comme finalité d'accroître les revenus et la sécurité alimentaire des populations du Mono, du Couffo, de l'Atacora et de la Donga au travers du développement des filières agricoles, riz, maraichage et anacarde.</p> <p>La FAIA appuie la mise en place et l'opérationnalisation de l'instrument national de financement du secteur agricole à savoir le Fonds National de Développement Agricole (FNDA). En précurseur de ce fonds, les instruments de financement ont été opérationnalisés dans les régions et ont permis de financer une cinquantaine de microprojets (MIP) et une dizaine de Projets d'Entreprenariat Agricole (PEA).</p> <p>La Politique Nationale de Décentralisation et de Déconcentration (PONADEC) s'est fixé trois volets d'intervention dont le troisième est de mener à son terme le processus de décentralisation.</p> <p>Afin de pourvoir aux besoins de financement des communes, le Ministère a mis en place un Fonds d'Appui au Développement des Communes (FADEC) administré par la Commission Nationale des Finances Locales (CONAFIL), qui est un organe paritaire Etat – Communes.</p> <p>La FAIA appuie techniquement la CONAFIL dans son mandat de pilotage du FADEC affecté pour l'agriculture et finance les investissements structurants agricoles communaux (IC) en utilisant les mécanismes transitoires du FADEC</p>	<b>B</b>

<p>affecté agriculture élaboré à cet effet. Les communes reçoivent de l'assistance technique dans leur rôle de maîtrise d'ouvrage.</p> <p>Un manuel de procédures définitif du FADEC affecté agriculture a été élaboré en 2014 en étroite collaboration entre le MAEP, le MDGLAAT/CONAFIL et le l'unité d'appui institutionnel du Programme agriculture (UFAI). Le manuel très fortement inspirés des expériences des mécanismes transitoires a été validé en février 2015.</p> <p>Le programme n'est pas encore totalement aligné aux instruments de pilotage comme le Programme de Développement de l'Agriculture (PDA) et aux structures de coordination comme les cadres de concertations de suivi PSRSA. Le système de financement du secteur comme le FNDA qui n'est pas encore totalement opérationnalisé.</p> <p>La logique d'intervention de la FAIA a clairement été orientée vers une intégration des différents volets (institutionnel et opérationnel) et une harmonisation des démarches, outils et méthodes des unités fonctionnelles depuis octobre 2014 afin de permettre un glissement sans transition des interventions en cours dans le Programme Agriculture (PROFI) dont le démarrage a été effectif à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2016.</p>	
---	--

### 1.3.2 Efficacité

	Performance
<p>Les activités liées à l'atteinte du premier résultat ont été finalisés. Il s'agit des diagnostics économiques territoriaux (DET) pour les communes ainsi que les diagnostics institutionnelles et organisationnels (DIO) pour les Centres d'actions de Développement Rural (CARDER) de l'Atacora Donga (AD) et Mono Couffo (MC) ainsi que pour les 25 communes de ces deux régions.</p> <p>Les diagnostics seront utilisés dans le cadre de l'élaboration des Plans de Développement Communaux (PDC) et pour les plans de renforcement de capacités des CARDER et communes.</p> <p>De manière globale les Investissements Communaux (IC) commencent à contribuer à l'amélioration des conditions d'investissement pour le développement des filières. Le processus de priorisation des investissements en lien avec les PDC ainsi que les diagnostics économiques ont contribué à une meilleure articulation avec le secteur agricole au niveau local. Egalement l'implication de la société civile notamment les organisations professionnelles agricoles (OPA) dans l'orientation des investissements à travers les cadres de concertation des acteurs agricoles (CCAA) a permis une priorisation des IC vers des filières porteuses. Reste maintenant l'appropriation par les acteurs communaux d'une réelle logique de développement sectoriel, basée sur un ciblage territorial des investissements et appuyée par des calculs de rentabilité financière et économique des infrastructures proposées.</p> <p>Les microprojets (MIP) et projets d'entrepreneuriat agricole (PEA) commencent à permettre aux acteurs d'investir davantage dans la production, la transformation ou la commercialisation et de se professionnaliser, d'accroître les volumes, la qualité et les prix obtenus, améliorant ainsi les revenus dans les filières riz, anacarde et maraichage.</p>	<p><b>B</b></p>

### 1.3.3 Efficience

	Performance
<p>La situation fin décembre 2015 en termes d'exécution physique et financière peut être qualifiée globalement satisfaisante, bien que le taux d'exécution financière pour 2015 avec 84% est en dessous des prévisions. Ce taux s'explique essentiellement par un retard dans la mise en œuvre des investissements communaux (IC) avec les communes et quelques Projets d'Entreprenariat Agricoles (PEA) et Microprojets (MIP). Le taux d'exécution financière global de la FAIA est de 92%.</p> <p>Pour les investissements communaux de type pistes rurales, retenus d'eau et notamment aménagements hydro agricoles des retards dans les délais d'exécution sont notés aussi bien dans l'AD que dans le MC. Ces retards sont dus à plusieurs facteurs : d'une part les élections communales avec leur corollaire, faible disponibilité du personnel communal et renouvellement partiel ou intégral des Conseils communaux, et d'autre part sur la lourdeur des procédures de passation des marchés publics et retards dans la mise à disposition des fonds aux communes par le trésor public. Les problèmes domaniaux ont retardé la réalisation des infrastructures.</p> <p>Le retard des PEA s'explique par le délai sous-estimé pour l'octroi des crédits bancaires. Les MIP ont été confrontés à des problèmes de mobilisation de la contrepartie des promoteurs et de la non-disponibilité d'eau sur certains sites pour l'irrigation.</p> <p>La plupart des outputs programmés de la FAIA seront néanmoins atteints la fin du premier trimestre 2016. Il faut noter que certains résultats comme le renforcement de capacités des acteurs communaux ou le renforcement des agents du CARDER, ont été, ou seront réalisés de concert avec l'UFAl et le PAORC. La FAIA a aussi su intégrer le suivi des promoteurs ou infrastructures des programmes précédents (FAFA et PAFIRIZ).</p> <p>L'évaluation finale de la FAIA a relevé que les coûts du projet (surtout les coûts des ressources humaines) sont trop conséquents au regard des investissements réalisés. Un effort doit être fait dans la réduction des coûts de fonctionnement du programme d'un côté et dans l'atteinte d'un plus grand nombre des bénéficiaires à travers des investissements et service efficaces d'autre côté.</p>	<b>C</b>

### 1.3.4 Durabilité

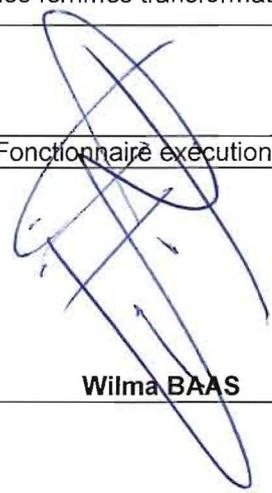
	Performance
<p>La stratégie d'intervention de la FAIA est alignée aux politiques et mécanismes nationaux d'accompagnement des acteurs dans le développement des filières agricoles dans un contexte de décentralisation.</p> <p>La FAIA s'exécute avec les autorités politiques au niveau national (MAEP, MDGLAAT), au niveau régional (CARDER, Préfectures) et au niveau local avec les communes et Secteurs Communaux pour le Développement Agricole (SCDA).</p> <p>Il existe depuis février 2015 un dispositif FADeC affecté agriculture avec une couverture nationale, conçu sur la base des expériences obtenues dans le cadre des investissements communaux mis en œuvre sous la FAFA et la FAIA.</p> <p>L'appui-accompagnement fourni à la préparation, à la sélection et à la réalisation des IC avec les mairies dans le cadre de ce dispositif FADEC</p>	<b>C</b>

<p>(mécanisme transitoire) a contribué au renforcement des capacités de celles-ci en matière de maîtrise d'ouvrage.</p> <p>Les critères de rentabilité (économique et financière), de faisabilité technique, de renouvellement et durabilité des investissements font partie des critères ayant servi au choix des projets financés. Cependant pour un certain nombre d'ouvrages les bénéfices ne permettent pas encore d'entretenir et/ou d'amortir l'infrastructure et la durabilité financière n'est pas garantie. Un effort reste nécessaire pour rendre les infrastructures rentables par une exploitation efficiente et efficace ainsi que par l'élaboration des contrats entre les communes et utilisateurs respectés par les deux parties.</p> <p>L'implication et l'appropriation de la démarche et des actions de la FAIA par les institutions publiques et privées deviennent plus perceptibles. Un progrès a été notamment enregistré au niveau de cofinancement des Projets d'Entreprenariat Agricoles par les banques et structures de microcrédit.</p> <p>La mise en relation et l'appui à la commercialisation a facilité l'insertion dans le marché. L'appui à l'organisation des promoteurs en coopératives, l'accompagnement technique et économique ainsi que le renforcement de capacités soutient leur professionnalisation et la compétitivité de leurs produits.</p> <p>Pour ce qui concerne les appuis aux Organisations Professionnelles Agricoles (OPA), l'autofinancement, c'est-à-dire, comment le dispositif développé - outils, méthodes et démarches – peut rester à flot une fois le financement externe terminé, reste un souci. Il est important de mener une réflexion et de développer une stratégie qui vise l'autonomie financière de ces structures par des OPA qui opèrent comme des réels entrepreneurs.</p>	
--	--

## 1.4 Conclusions

<ul style="list-style-type: none"> <li>• La transition vers l'approche « Programme » a connu des avancées. Des réunions du comité de direction du programme ont été organisées afin de s'accorder sur les approches et stratégies et d'échanger sur les bonnes pratiques. L'année 2015 a été également celle de la finalisation de la formulation du volet opérationnel et la préparation des outils et démarches afin que le démarrage effectif se fasse dès le 1<sup>er</sup> janvier 2016.</li> <li>• Les Diagnostic Institutionnel et Organisationnel (DIO) au niveau des communes (25) et CARDER (2) ont été bouclées. Certaines actions de renforcement de capacités proposées ont été reprises par le PAORC en tant que « Parcours d'Acquisition de Compétences (PAC) ». Pour ce qui concerne les diagnostics économiques territoriaux (DET), elles ont été exploitées dans le cadre de l'identification des IC et des chaînes de valeur ajoutées (CVA) prioritaires pour le PROFI. Elles le seront encore dans le cadre de l'élaboration des Plans de Développement Communaux (PDC).</li> <li>• Pour ce qui concerne les IC, dans le Mono Couffo, 43 projets ont été approuvés et dans l'Atacora Donga 57. Vingt six (26) projets (AHA et pistes) sont encore en cours d'exécution et seront finalisés en 2016. Quatre (4) projets ont dû être arrêtés pour des raisons techniques. Il est constaté un changement dans le choix du type d'infrastructures entre les dotations 2013-2014 et celle de 2014-2015. Dans le Mono Couffo, le poids financier des infrastructures de type productif (aménagements) a augmenté de 31% à 63%. Dans l'Atacora Donga, le poids financier des infrastructures de type productif est passé de 64% à 97%.</li> </ul>
--

- Dans la région du Mono-Couffo, 53 MIP<sup>2</sup> ont été approuvés. 4 MIP ont dû être arrêtés surtout pour l'incapacité du promoteur à réunir le cofinancement. En fin décembre 2015, 45 MIP sont entièrement finalisés, 04 sont encore en exécution.
- Dans le Mono-Couffo, les 5 PEA ont pu boucler leur dossier de financement avec une banque ou IMF et 4 ont pu finaliser les travaux. Reste un seul PEA (l'électrification d'une unité de transformation de riz) dont la finalisation est prévue en 2016. Dans la région de l'Atacora- Donga les 5 PEA validés sont en cours de mise en œuvre.
- Le processus d'organisation et de structuration des OPA des filières riz et maraîchage dans le Mono-Couffo<sup>3</sup> a abouti à la mise en place de 164 coopératives du niveau villageois et 4 unions de niveau communale conforme à l'acte uniforme OHADA. Afin d'améliorer leur niveau d'autonomie financière, les OPA ont été appuyées dans la création des services payants.
- En 2015, les volumes des transactions de commercialisation pour les 2 filières ont connu un accroissement >10% dans la région de Mono-Couffo. La table filière maraîchage a créé des points de vente groupée pour le chou et le piment (dans 4 communes). Une enquête de satisfaction du Système d'Information sur le Marché (SIM) a montré que plus de 80% des abonnés sont satisfaits des services rendus. Une foire agricole régionale Mono-Couffo (FAMCO) a été organisée et a enregistré plus de 1.120 visiteurs.
- Globalement, pour ce qui concerne l'objectif spécifique du programme, nous constatons que dans le Mono-Couffo, les valeurs ciblées pour la filière riz ne sont pas atteintes pendant que celles de la filière maraîchage sont largement dépassées. Ceci est dû aux choix des producteurs d'opter pour la filière maraîchage qui a connu un meilleur marché à des prix plus intéressants. Dans l'Atacora-Donga, la région a enregistré un déficit pluviométrique en 2015 ce qui n'a pas permis aux producteurs de réaliser les intentions d'emblavure et aux cultures de boucler leur cycle dans certaines communes. Dans la filière anacarde, le prix des noix brutes a connu d'importantes fluctuations qui ont impacté négativement la campagne de commercialisation des noix d'anacarde biologique ainsi que la disponibilité des noix pour les femmes transformatrices.

Fonctionnaire exécution nationale	Fonctionnaire exécution CTB
 <b>ZAKARI ALLOU Yacoubou</b>	 <b>Wilma BAAS</b>

<sup>2</sup> Les MIP de l'Atacora Donga sont financés par la FAFAD/AD

<sup>3</sup> Le processus de structuration des OPA de l'AD sont prise en compte par FAFAD/AD

## 2 Monitoring des résultats

### 2.1 Évolution du contexte

#### 2.1.1 Contexte général

Dans l'ensemble, le contexte général n'a pas connu de changements majeurs.

Dans l'Atacora et la Donga, comparé à 2014, la région a enregistré un déficit pluviométrique en 2015. En effet, en 2015, il a été enregistré une moyenne d'eau de 867,26 mm en 67 jours contre 1001,9 mm en 62 jours la campagne passée, soit un déficit de 134,64 mm. Les normes dans l'Atacora sont comprises entre 900 à 1.000 mm et dans la Donga entre 1.200 à 1.300 mm. En outre, l'installation des pluies s'est faite de manière tardive et irrégulière; ce qui n'a pas permis aux producteurs de réaliser les intentions d'emblavure et aux cultures de boucler leur cycle dans certaines communes.

Dans le MC les évolutions des filières montrent une réduction de l'effectif et la valeur ajoutée dans la filière riz et un accroissement plus soutenu dans la filière maraîchage. Pour la filière riz, le marché très concurrentiel sous l'effet des importations du riz asiatique de qualité explique la tendance baissière observée. Pour la filière maraîchère par contre, la démographie, la croissance économique et l'émergence de nouvelles spéculations (carottes, chou,...) expliquent un intérêt accru des producteurs. Il est à noter que les productions sous irrigation du riz et du maraîchage sont facilement interchangeable et le producteur choisit ce qui est le plus bénéfique pour lui. C'est ainsi que dans le Mono, les valeurs ciblées par objectif de développement pour la filière riz ne sont pas atteintes pendant que celles pour la filière maraîchage sont largement dépassées.

Dans la filière anacarde, les prix des noix brutes a connu d'importantes fluctuations allant de 200 FCFA à plus de 700 FCFA le kilogramme. Ces fluctuations ont impacté négativement la campagne de commercialisation des noix d'anacarde biologique (non-respect des clauses contractuelles par les producteurs). Chez les transformatrices, cette situation s'est traduite par des difficultés énormes d'approvisionnement en noix.

Le contexte politique a été marqué par plusieurs rendez-vous électoraux : les élections législatives, communales et locales et la préparation de la présidentielle pour début 2016. De manière générale, ces événements politiques ont affecté la mise en œuvre des activités. En particulier, les élections communales ont eu une incidence directe sur les calendriers de réalisation des investissements communaux.

#### 2.1.2 Contexte institutionnel

La cadre institutionnel n'a pas connu d'évolution majeure. Cependant, un changement est intervenu à la tête du ministère de tutelle. On constate une volonté politique plus explicite pour la mise en œuvre de la réforme.

La mise en œuvre du FNDA a pris de la vitesse en 2015. Après la nomination du Conseil d'Administration, le Conseil de Ministres a approuvé le décret portant attribution, organisation et fonctionnement du FNDA, suite à laquelle ont été mises en place une Direction Générale ainsi que des Coordinations Régionales. Les manuels opérationnels du FNDA ont été pré-validés. Plusieurs séances de travail entre FNDA et les PTF (sous-groupe finance agricole du Groupe de Travail Agriculture - GTA) ont eu lieu. Des réflexions sont actuellement en cours par rapport aux possibilités d'une collaboration avec le FNDA dans le cadre de la mise en œuvre du PROFI.

Le processus de mise en place du FADEC affecté agriculture s'est poursuivi par la validation du manuel de procédures et sa vulgarisation dans les communes. Une ligne budgétaire « FADEC affecté agriculture » a été ouverte dans le budget de l'Etat avec une dotation de un milliard trois cent millions (1.300.000.000) de FCFA. Il est attendu la mise en place des Comités Régional

d'Approbation et Validation (CRAV) au niveau des 6 Préfectures.

Un comité a été mis en place pour accélérer la mise en œuvre du cadre programmatique du PSRSA. Le processus d'élaboration des plans filières aux niveaux régional et national est lancé sur la base d'un nouveau canevas qui tient compte de l'approche « cluster » du MAEP.

La bonne collaboration entre le CARDER/AD et la FAIA s'est maintenue pendant que la collaboration avec le CARDER/MC s'est encore intensifiée à travers des champs d'intervention communs : la structuration/organisation des OPA, l'inventaire des infrastructures et équipement agricole avec le système AKVO, l'organisation de la Foire Agricole Régionale (FAMCO).

Cependant, au regard de la multitude des intervenants et des approches, le défi auquel les CARDER font face est de réussir à affirmer davantage son leadership afin de converger les résultats des interventions vers l'atteinte des objectifs du PSRSA.

Sur le plan des ressources humaines, un déficit du personnel au niveau des CARDER se fait toujours sentir. Le départ massif à la retraite des cadres expérimentés engendre des flottements dans la passation avec des jeunes cadres.

La collaboration avec le Volet Institutionnel du programme s'est intensifiée à travers la programmation des axes stratégiques d'intervention communs permettant davantage de synergie d'action.

### 2.1.3 Contexte de gestion : modalités d'exécution

Dans le cadre du passage de l'approche projet à l'approche programme, le délai d'exécution de la Convention Spécifique FAIA a été fixé en décembre 2015. Cette décision de la SMCL de février 2014 a été faite pour harmoniser la fin opérationnelle des CS FAFA AD et FAIA et pour commencer la mise en œuvre de la CS du Volet Opérationnel de PROFI en janvier 2016.

Une évaluation finale conjointe des CS FAIA et FAFA/AD, intégrant la formulation des recommandations pour la transition vers le PROFI, a eu lieu en novembre 2015 avec des conclusions plutôt positives. Le rapport final de la mission est en cours de finalisation.

L'année 2015 a été marquée par la préparation du volet opérationnel du PROFI à travers la définition des bassins de production, la détermination des CVA prioritaires, l'élaboration des paquets de financement-services des MIC (microprojets de production et de commercialisation) et PEA. Les différentes activités préparatoires ont été menées en étroite collaboration avec les CARDER et les partenaires (OPA, CIA, CCIB). Un cadre administratif et financier unique du PROFI a été mis en place. Le planning conjoint du PROFI 2016 a été réalisé.

Depuis le début de l'année (février-mars) les équipes des (UFR) ont été renforcées dans le travail de suivi-accompagnement des MIP (FAIA, FAFA et PAFIRIZ) par 4 équipes de prestataires des services non-financier (PSNF), une par département et par 2 équipes de prestataires de services en ingénierie sociale (SIS), une par région, pour faciliter la préparation, mise en œuvre et suivi-accompagnement des IC. Les contrats des PSNF et SIS prendront fin le premier semestre 2016.

Des changements sont intervenus aussi au niveau du personnel des Unités Fonctionnelles Régionales (UFR) ainsi qu'il suit :

- Dans le Mono-Couffo, un assistant technique génie rural, expert en aménagement hydro-agricoles a rejoint l'équipe pour le suivi et appui-conseil aux MIP irrigation dans le Mono-Couffo et l'Atacora-Donga ;
- Dans l'Atacora-Donga, le processus de recrutement de l'ATI coresponsable a été finalisé et le titulaire a pris fonction en juillet 2015.

Une stratégie de recrutement du personnel du PROFI VO a été élaborée et validée en SMCL. Dans un souci de continuité, la majorité du personnel des interventions FAFA AD et FAIA a été

reconduite après évaluation. Pour les postes non pourvus, les processus de recrutement démarrés dans le dernier trimestre 2015 seront finalisés en 2016.

Pendant l'exercice 2015, en cohérence avec les principes du FADeC et la réglementation de la CTB, un audit technique et financier des IC a été commandité et a été réalisé dans les 25 communes des régions d'intervention. L'objectif de l'audit était de vérifier la bonne gestion des dotations et la qualité technique des investissements réalisés.

Les résultats de l'audit technique se résument en 3 points essentiels à savoir :

- Le non-respect de certains éléments de la procédure de passation des marchés publics ;
- La qualité des travaux ;
- La non-conformité des travaux aux plans, aux devis quantitatifs et au cahier de charges.

Les résultats en terme financier se résument ainsi :

- La non-application des procédures administratives comptables et financières au plan des finances publiques;
- La méconnaissance de certaines règles comptables et financières ;
- Le non-respect de certaines clauses contractuelles avec le bailleur de fonds ;
- Le non-respect de certains articles du code des marchés publics.

Les résultats de cet audit ont été communiqués dans les 2 régions aux mairies concernées. La CONAFIL suit l'élaboration et la mise en œuvre des plans d'actions par les communes. Dû aux perturbations électorales, l'élaboration des plans d'actions est encore en cours pour un nombre important des communes.

Une capitalisation sur l'effet des MIP et des IC sur le développement entamée en 2014 s'est poursuivie en 2015.

#### 2.1.4 Contexte HARMO

Les efforts d'harmonisation commencés depuis le début de l'intervention se sont poursuivis en 2015. Les institutions et projets intervenant dans la région sur les mêmes thématiques ou en faveur des mêmes groupes cibles ont été régulièrement associés aux revues et rencontres importantes organisées. De même FAIA a régulièrement reçu et partagé son expérience et sa documentation avec les PTF qui le souhaitent. Dans ce cadre, plusieurs missions de formulation ont été reçues – dont une mission de formulation de l'EU dans le cadre du 11<sup>ème</sup> FED, une mission de formulation du FIDA dans le cadre d'un projet d'appui au secteur de l'horticulture, une mission de formulation dans le cadre d'une intervention d'appui aux interprofessions (tables filières). Des réflexions ont été partagées avec la GIZ sur les possibilités de synergies entre une intervention axée sur la préservation des forêts et le développement de l'activité agricole sur les mêmes territoires. La coopération néerlandaise à travers VNG appuie quelques communes pilotes dans le domaine de la sécurisation du foncier. Des réflexions sont en cours sur les possibilités de collaboration entre les deux interventions dans le cadre de l'élaboration des Plans Fonciers Ruraux (PFR) dans les bassins d'intervention future du PROFIL, afin d'assurer une plus grande sécurité aux sites à aménager. Une concertation régulière a été également entretenue avec l'ONG PFD par rapport au fonctionnement, l'extension et la pérennisation du système d'information des prix de marché ESOKO.

Dans les deux régions, des cadres de concertation ont été organisés par les CARDER ont permis des échanges entre les acteurs du secteur agricole sur leurs interventions, les résultats atteints et les problèmes rencontrés. Des cadres de concertation au niveau communal ont contribué à une meilleure articulation entre intervenants pour ce qui concerne le financement des investissements communaux.

Un processus d'actualisation des plans régionaux de développement des filières (riz, anacarde et maraîchage) selon le guide élaboré par le ministère est en cours dans l'AD. Ce processus coordonné par le CARDER AD se fait en collaboration avec la GIZ.

## 2.2 Performance de l'outcome



### 2.2.1 Progrès des indicateurs Atacora Donga

<b>Outcome</b> : Les conditions d'investissements pour le développement des filières agricoles sont durablement améliorées dans les communes du Mono, du Couffo, de l'Atacora et de la Donga					
Indicateurs	Valeur de la <i>Baseline</i>	Valeur année 2014	Progrès année 2015	Cible année 2015	Cible finale 2015
Le nombre d'acteurs actifs directement (producteurs, transformateurs, commerçants) ou indirectement (services financiers / services non financiers) impliqués dans les filières riz, maraichage et anacarde augmentent	Anacarde= 2451	Anacarde= 2451	Anacarde= 2512	2574	2.574
	Riz= 3219	Riz= 3219	Riz= 4366	3380	3.380
	Maraichage= 1920	Maraichage= 1920	Maraichage= 2015	2016	2.016
La valeur ajoutée des filières riz, maraichage et anacarde dans les régions d'intervention augmente (FCFA)	Anacarde= 2.817.000.000	Anacarde= 2.817.000.000	Anacarde= 2.817.000.000	2.957.850.000	3.098.700.000
	Riz= 4.335.285.075	Riz= 4.335.285.075	Riz= 4.335.285.075	4.552.049.329	4.768.813.583
	Maraichage= 11.281.977.282	Maraichage= 11.281.977.282	Maraichage= 11.281.977.282	11.846.076.146	12.410.175.010
	Chou= 100.759.300	Chou= 100.759.300	Chou= 100.759.300	105.797.265	110.835.230
	Oignon= 16.351.254	Oignon= 16.351.254	Oignon= 16.351.254	17.168.817	17.986.379
	Piment= 6.862.374.785	Piment= 6.862.374.785	Piment= 6.862.374.785	7.205.493.524	7.548.612.264
	Pomme terre= 25.085.954	Pomme terre= 25.085.954	Pomme terre= 25.085.954	26.340.251	27.594.549
Tomate= 4.277.405.989	Tomate= 4.277.405.989	Tomate= 4.277.405.989	4.491.276.288	4.705.146.588	

## 2.2.2 Progrès des indicateurs Mono Couffo

<b>Outcome</b> : Les conditions d'investissements pour le développement des filières agricoles sont durablement améliorées dans les communes du Mono, du Couffo, de l'Atacora et de la Donga					
<b>Indicateurs</b>	<b>Valeur de la <i>Baseline</i></b>	<b>Valeur année 2013</b>	<b>Progrès année 2014</b>	<b>Progrès année 2015</b>	<b>Cible finale</b>
Le nombre d'acteurs actifs directement (producteurs, transformateurs, commerçants) impliqués dans les filières riz, maraichage et anacarde augmente	Riz= 3222	Riz= 3222	Riz= 3222	Riz= 1533	Riz= 3544
	Maraichage= 5406	Maraichage= 5406	Maraichage= 5406	Maraichage= 10744	Maraichage= 5947
La valeur ajoutée des filières riz, maraichage (CVA Tomate fraîche ; oignon frais ; Piment séché) dans la région d'intervention augmente (FCFA)	Riz	Riz= 662.477.868 FCFA	Riz= 662.477.868	Riz= 268.042.393	Riz= 695.601.761 FCFA
	Maraichage (3 CVA)	Maraichage 19.800.000 FCFA	Maraichage 19.800.000 FCFA	Maraichage 60.285.000 FCFA	Maraichage 20.790.000 FCFA

### 2.2.3 Analyse des progrès réalisés

<p><i>Progrès réalisés par rapport à l'atteinte de l'outcome.</i></p>	<p>Les indicateurs ont été identifiés et suivi selon l'hypothèse que l'amélioration des conditions d'investissements pour les filières agricoles aura un impact positif sur les nombres d'acteurs actifs dans les filières ainsi que sur la valeur ajoutée.</p> <p>Dans le Mono-Couffo le nombre des producteurs a augmenté pour les deux filières d'une manière globale mais dans des tendances inverses. En effet, l'évolution du nombre de maraichers est en augmentation alors que celui des producteurs du riz serait en régression. Ces tendances a priori inattendues pourraient s'expliquer par plusieurs facteurs :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Ces dernières années, sous l'effet de l'urbanisation, des changements d'habitudes alimentaires, la part des légumes dans les rations alimentaires a tendance à augmenter. On constate aussi une amélioration de l'organisation des acteurs et la vente groupée et une meilleure information sur les prix de marché (TIC) appuyés par l'intervention. Ceci a permis entre autres, une meilleure planification de la production, la réduction des coûts de transaction et des pertes post récolte et in fine, une amélioration des marges bénéficiaires.</li> <li>• Pendant ce temps, l'évolution du contexte a été négative pour la filière riz. D'une manière générale, le riz local est toujours soumis à la concurrence du riz importé souvent plus compétitif en termes de qualité. Face à ces difficultés, les producteurs ont tendance à se retirer de la filière, ce qui s'explique par la tendance à la baisse de leur effectif.</li> <li>• Puisque les aménagements rizicoles se prêtent aussi bien à la production maraichères, nombreux sont les riziculteurs qui en se retirant, basculent dans l'autre filière afin de profiter de l'embellie y ambiante.</li> <li>• L'évolution de la valeur ajoutée a connu la même tendance au cours de cette période.</li> </ul> <p>Dans l'Atacora Donga, des progrès ont été réalisés dans les trois filières en termes de nombre d'acteurs impliqués. Pour les filières riz et maraîchage, la professionnalisation croissante des OPA et l'amélioration de la qualité des services fournis (commercialisation à des prix supérieurs à ceux du marché dans la filière riz, et approvisionnement en intrants de qualité pour la filière maraîchage) explique en partie le progrès. A cela il faut ajouter les variations annuelles du nombre de producteurs en fonction des performances globales réalisées (augmentation du nombre de producteurs après les bonnes années et phénomène inverse les mauvaises années). Pour la filière anacarde, même si les progrès réalisés en 2015 restent faibles, il est à remarquer l'évolution du nombre de producteurs impliqués dans la production de l'anacarde certifié biologique. D'environ cent (100) en 2014, le nombre de producteurs certifiés biologique est passé à plus de 500 en 2015. En dehors de la filière anacarde, les cibles pour l'année 2015 en termes de nombres d'acteurs impliqués ont été atteintes.</p> <p>Les valeurs ajoutées des filières réalisées dans le cadre des plans de développement régionaux des filières n'ont pas été actualisé. Une actualisation des plans régionaux des filières est prévue pour 2016.</p>
<p><i>Les outputs aboutiront-ils (toujours) au processus de changement envisagé de l'outcome.</i></p>	<p>Les appuis (structuration, organisation, conseil agricole, financement et fourniture des services) au niveau des producteurs et transformateurs à travers leurs OPA, les CARDER et les IC contribueront encore au changement envisagé ; Cependant une meilleure articulation entre les acteurs ainsi qu'une bonne coordination des interventions restent nécessaires pour une production plus compétitive vers le marché.</p>

<p><i>Difficultés qui se sont présentées, facteurs d'influence (positive ou négative) :</i></p>	<p>Les facteurs d'influence négative à l'objectif spécifique peuvent se résumer ainsi :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Le turn-over très important au niveau des équipes communales suite aux élections de 2015. Dans l'Atacora-Donga 12 des 13 communes ont connu des changements de maire, et dans le Mono-Couffo 10 des 12, ce qui impacte négativement l'appropriation et l'exploitation des résultats des études DIO et DET et l'avancement dans l'exploitation des IC (en cogestion);</li> <li>• La lourdeur des procédures de marché public avec comme conséquence le retard dans la livraison d'équipements agricoles aux promoteurs et le retard de fait dans la mise en œuvre de leurs projets ;</li> <li>• La faible qualité des projets investissements communaux soumis par les communes (absence de données fiables, faible qualité des études de faisabilité) avec des conséquences sur les délais de réalisation ;</li> <li>• Le retard dans la mise en place et fonctionnement des cadres de concertations communales agricoles et dans le virement des fonds sur les comptes des communes par le trésor.</li> </ul> <p>Les facteurs d'influence positive à l'objectif spécifique peuvent se résumer ainsi :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• L'intérêt des CARDER dans les activités du Programme (par exemple l'appui à la structuration des groupements en coopératives; certification des semences, etc.) ;</li> <li>• La synergie renforcée entre le volet institutionnel et volet opérationnel et l'organisation et animation des cadres de concertation régional et organisation du conseil agricole ;</li> <li>• La mise en place et l'opérationnalisation d'un système d'ingénierie sociale pour une gestion/exploitation durable des investissements communaux.</li> </ul>
---	---

## 2.2.4 Impact potentiel

Au regard des avancées enregistrées notamment au cours de 2015 en termes d'investissements dans le développement des filières concernées, il est toujours supposé que l'intervention contribuera à une meilleure disponibilité alimentaire dans la zone d'intervention et à l'accroissement des revenus des acteurs de ces filières. Déjà, on assiste à la mise sur le marché local du riz transformé localement, augmentant ainsi l'offre totale de ce produit. La commercialisation de l'anacarde a connu une augmentation et la certification « bio » donne de nouvelles perspectives monétaires pour les producteurs. La disponibilité des produits maraichers s'améliore (tomate, piment, grande morelle, oignon, chou,...) et avec les aménagements des bas-fonds, il y a espoir que les produits maraichers soient désormais disponibles toute l'année.

## 2.3 Performance de l'output 1



### 2.3.1 Progrès des indicateurs Atacora Donga

<b>Opuit N°1</b> : La qualité et l'accessibilité des services d'appui conseil pour le développement des filières agricoles sont améliorées dans le cadre d'un partenariat public-privé bien compris						
<b>Indicateurs</b>	<b>Valeur de la Baseline</b>	<b>Valeur année 2014</b>	<b>Progrès année 2015</b>	<b>Cible année 2015</b>	<b>Cible finale 2016</b>	<b>Commentaire</b>
Le taux de satisfaction annuel des acteurs directs des filières agricoles pour les services rendus par les communes augmente de 5% par an	0%	0%	ND	5%	5%	L'enquête de satisfaction des acteurs directs des filières agricoles sur les services rendus par les communes réalisée en 2014, n'a pas été reprise en 2015 pour évaluer les progrès. Il est programmé en 2016. A ce titre, il faut remarquer que les acteurs des filières notamment les producteurs et leurs organisations faisaient difficilement le lien entre les communes et le développement des filières.
Le taux de satisfaction annuel des acteurs directs des filières agricoles pour les services rendus par les CARDER augmente de 5% par an	6%	6%	ND	11%	6%	L'enquête de satisfaction des acteurs directs des filières agricoles sur les services rendus par le CARDER/AD réalisée en 2014, n'a pas été reprise en 2015 pour évaluer les progrès. Un processus pour la réalisation d'une enquête de satisfaction des services fournis par le CARDER est actuellement en cours sous le pilotage de l'UFAI.
Taux de satisfaction annuel des communes pour les services rendus par les CARDER augmente de 5% par an	31%	31%	ND	36%	31%	L'enquête de satisfaction des communes sur les services rendus par le CARDER AD réalisée en 2014, n'a pas été reprise en 2015 pour évaluer les progrès. Un processus pour la réalisation d'une enquête de satisfaction des services fournis par le CARDER est actuellement en cours sous le pilotage de l'UFAI.

### 2.3.2 Progrès des indicateurs dans le Mono-Couffo

<b>Ouput N°1</b> : La qualité et l'accessibilité des services d'appui conseil pour le développement des filières agricoles sont améliorées dans le cadre d'un partenariat public-privé bien compris						
<b>Indicateurs</b>	<b>Valeur de la Baseline</b>	<b>Valeur année 2013</b>	<b>Valeur année 2014</b>	<b>Valeur année 2015</b>	<b>Cible finale 2016</b>	<b>Commentaire</b>
Le taux de satisfaction annuel des acteurs directs des filières agricoles pour les services rendus par les communes augmente de 5% par an	17,6%		17,6%	37%	23%	Le taux de satisfaction des producteurs est passé de 23% en 2014 à 37% en 2015, soit une augmentation de 20% par rapport à l'an dernier. Cette amélioration pourrait s'expliquer par la prise en compte par les communes des recommandations faites en leur endroit lors des différentes rencontres avec les acteurs du secteur agricole (CTOS, CCAA, appui conseil du SIS).
Le taux de satisfaction annuel des acteurs directs des filières agricoles pour les services rendus par les CARDER augmente de 5% par an						L'enquête n'a pas été réalisée; il est en préparation avec UFAI à travers une convention de subsides signés avec l'INRAB.
Taux de satisfaction annuel des communes pour les services rendus par les CARDER augmente de 5% par an						

### 2.3.3 État d'avancement des principales activités

État d'avancement des principales activités <sup>4</sup>	État d'avancement :				Commentaire
	A	B	C	D	
Définition et mise en œuvre de stratégies de développement économique local (DET)		X			Toutes les études entrant dans le cadre du diagnostic économique et territorial ont été réalisées et les rapports livrés et validés.  Les résultats des DET ont été exploités dans le cadre de l'opérationnalisation des stratégies du volet opérationnel de PROFI (bassins de production et CVA)
Mise en place de structures de concertation entre le secteur public et le secteur privé (CCAA)			X		Les communes d'Athiémé, Comé, Bopa, Grand Popo et Lokossa ont pu installer leurs CCAA. Les communes d'Aplahoué, Toviklin, Djakotomey et Dogbo ont entamé le processus.  Dans l'Atacora-Donga des ateliers de relecture et appropriation du contenu des DET ont été organisés dans les 13 communes. Un accompagnement est apporté au seul cadre de concertation des acteurs du secteur agricole de la commune de Toucountouna.
Renforcement des capacités communales à assurer leurs mandats et missions en ce qui concerne le développement des filières			X		La mise en œuvre des plans de renforcement est envisagée dans le cadre de la de collaboration avec PAORC.
Renforcement des capacités des services déconcentrés de l'Etat à assurer leur rôle d'assistance conseil aux communes et de promotion des filières			X		Activité en cours avec UFAI ; un guide a été élaboré sur l'assistance conseil aux communes.

<sup>4</sup> A : Les activités sont en avance  
 B : Les activités sont dans les délais  
 C : Les activités sont retardées ; des mesures correctives doivent être prises.  
 D : Les activités ont pris un sérieux retard (plus de 6 mois). Des mesures correctives majeures sont requises.

### 2.3.4 Analyse des progrès réalisés

**Output N°1** : La qualité et l'accessibilité des services d'appui conseil pour le développement des filières agricoles sont améliorées dans le cadre d'un partenariat public-privé bien compris.

<p><i>Progrès réalisés par rapport à l'atteinte de l'output</i></p>	<p>La mise en œuvre des activités de cet output a permis à la fin de 2015 :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>(i) de disposer pour chacune des 25 communes de l'Atacora Donga et du Mono-Couffo, des données sur les potentialités et contraintes pour leur développement économique à travers le Diagnostic Economique Territorial. Le progrès réalisé avec les études DET réside dans le fait qu'il y a une meilleure visibilité des opportunités économiques des communes en général et celles de l'agriculture locale spécifiquement.</li> <li>(ii) de définir clairement pour chacune des 25 communes, la vision et les axes stratégiques pour un développement économique local basé sur l'agriculture ; Ils serviront également comme input pour les Plans de Développements Communaux.</li> <li>(iii) à contribuer à une meilleure articulation des services (investissements ciblés et conseil agricole) à rendre par les communes aux acteurs des filières agricoles.</li> <li>(iv) d'installer et appuyer les cadres de concertation au niveau des communes.</li> <li>(v) d'avoir pour toutes les communes des deux régions le niveau de fonctionnement institutionnel et organisationnel assorti de plan de renforcement de capacités.</li> <li>(vi) de disposer d'un diagnostic institutionnel et organisationnel des CARDER Atacora-Donga et Mono-Couffo assorti de plan de renforcement de capacités.</li> </ul>
<p><i>Les activités contribuent-elles (toujours) à l'atteinte de l'output</i></p>	<p>Les produits des DET vont permettre de doter les communes des plans de développement de l'économie locale basé sur l'agriculture dont l'exécution nécessitera l'intervention de tous les acteurs (privés &amp; publics) et contribuera à améliorer les conditions de vie des populations cibles.</p>
<p><i>Difficultés qui se sont présentées, facteurs d'influence (positive ou négative) :</i></p>	<p>De manière générale, les durées des études ont été sous estimées, nécessitant plusieurs avenants aux contrats.</p> <p>En outre, les récentes élections municipales et les changements d'équipes qui s'en sont suivies ont eu un impact négatif sur l'appropriation du contenu des documents DET et DIO. Des actions sont en cours pour permettre là où c'est nécessaire aux nouvelles équipes de bien s'imprégner du contenu de ces documents.</p>

## 2.4 Performance de l'output 2

### 2.4.1 Progrès des indicateurs dans l'Atacora-Donga

<b>Output 2 : Les communes réalisent des infrastructures et aménagements publics qui contribuent à améliorer la compétitivité des filières</b>						
<b>Indicateurs</b>	<b>Valeur de la Baseline</b>	<b>Valeur année 2014</b>	<b>Progrès année 2015</b>	<b>Cible année 2015</b>	<b>Cible finale 2016</b>	<b>Commentaires</b>
80% des ouvrages réalisés sur la dotation 2013 et 2014 sont effectivement utilisés, bien gérés et entretenus à fin 2015	0	50% (12/24)	61% (34/56)	80%	80%	Les IC 2014 ainsi que les 2 infrastructures de Tanguiéta pour le compte des IC 2013 sont en cours de réalisation et 11 réceptions provisoires ont été prononcées. Concernant les IC 2013 96% ont été réceptionnés et sont effectivement utilisés ; le retard s'explique par les élections municipales, les changements des équipes ainsi que les lenteurs des procédures de marché publics.
Le nombre d'emplois créés par an dans le cadre de la réalisation des investissements communaux augmente de 5% par an	0	4	33	37	37	Il s'agit des emplois créés au niveau des magasins, boutiques et hangars. Quelques IC ne sont pas encore en exploitation.
Le volume de recettes propres générées à la commune par l'exploitation des ouvrages et aménagements réalisés connaît un accroissement annuel de 5%	0	-	777 000 FCFA	854 700 FCFA	854 700 FCFA	La mise en exploitation des IC 2013 est récente. Aussi la signature des contrats d'exploitation est récente pour la majorité des cas.
Les revenus annuels générés aux exploitants des ouvrages réalisés connaissent un accroissement de 5%	0	-	-	9 100 000 FCFA	9 100 000 FCFA	Fin 2015, 19 contrats de gestion ont été signés sur 56 prévus soit un taux de 34% entre les communes et les exploitants avec l'appui du prestataire SIS. Les données sur les recettes générées par ces contrats ne sont pas encore disponibles.
Le nombre d'usagers annuel des ouvrages réalisés augmente de 10% chaque année	-	352	355 (+1%)	387 (+10%)	387 (+10%)	Les progrès assez faible (1%) s'expliquent par le fait que la majeure partie des IC 2014 ne sont pas encore exploités. Les travaux sont encore en cours. Avec l'appui du prestataire SIS, les modes et conditions d'exploitation préalables à la mise en exploitation sont en cours d'élaboration.

## 2.4.2 Progrès des indicateurs dans le Mono-Couffo

<b>Output 2 : Les communes réalisent des infrastructures et aménagements publics qui contribuent à améliorer la compétitivité des filières</b>						
<b>Indicateurs</b>	<b>Valeur de la Baseline</b>	<b>Valeur année 2013</b>	<b>Progrès année 2014</b>	<b>Progrès année 2015</b>	<b>Cible finale 2016</b>	<b>Commentaires</b>
80% des ouvrages réalisés sur la dotation 2013 et 2014 sont effectivement utilisés, bien gérés et entretenus à fin 2015	0	0	64% (14/22)	70%	80%	A fin 2015, au total 19 projets sur 42 (45%) projets sont achevés pour un total de 108 ouvrages (unités d'exploitation) dont 76 sont exploités ; soit un taux de 70%.
Le nombre d'emplois créés par an dans le cadre de la réalisation des investissements communaux augmente de 5% par an	0	0	0	(55 nouveaux emplois)	100	En 2015, deux AHA de 06 ha chacun sont achevés et mis en service. Ils ont permis de créer au total 55 nouveaux emplois qui sont de nouveaux maraîchers installés sur les sites.
Le volume de recettes propres générées à la commune par l'exploitation des ouvrages et aménagements réalisés connaît un accroissement annuel de 5% (FCFA)	0	NA	NA	4.751.000	6.000.000	Le montant global des recettes mentionné provient des déclarations de 04 communes sur 12 ayant mis en exploitation certains des ouvrages en 2015. Il s'agit de Lokossa : hangar : 3.863.000 FCFA Klouekanmé : hangar 216.000 FCFA Athiémé : Boutiques du marché de Zounhouè : 600.000 FCFA Bopa : hangar : 72.000 FCFA
Les revenus annuels générés aux exploitants des ouvrages réalisés connaissent un accroissement de 5%	0	0	0	0	75.000.000	Sont ciblés en priorité les exploitants agricoles installés sur les AHA. Mais ces derniers viennent seulement d'être installés et le temps écoulé ne permet pas encore d'apprécier les revenus générés dans le cadre de l'exploitation de ces ouvrages.
Le nombre d'usagers annuel des ouvrages réalisés augmente de 10% chaque année	0	NA	386	624	425	238 usagers exploitent les nouveaux ouvrages réalisés ce qui porte le nombre total à 624 et équivaut à une augmentation de 32% par rapport à 2014

### 2.4.3 État d'avancement des principales activités

État d'avancement des principales activités <sup>5</sup>	État d'avancement :				
	A	B	C	D	Commentaires
1-Identification des besoins prioritaires des communes pour la réalisation des infrastructures et aménagements publics concourant à améliorer la compétitivité des filières		X			Le processus d'identification des projets d'investissements communaux a été clôturé en 2014. Cette activité n'a donc pas été conduite en 2015.
2-Accompagnement des communes dans leur rôle de maîtrise d'ouvrage			X		<p>Les communes ont été appuyées dans la réalisation des études préalables aux IC (TDR, cahier de charges, suivi, appui conseil, réception). Toutes études prévues au titre de 2015 ont été réalisées et restituées.</p> <p>Dans l'Atacora Donga, deux études de faisabilité au profit des communes de Kérou et Ouaké sont en cours de réalisation.</p> <p>Les appuis aux communes pour la réalisation des investissements communaux se caractérisent par les missions d'appui conseil aux services techniques et de visites de chantier d'une part, et le cadrage pour l'élaboration des documents de gestion des infrastructures d'autre part.</p>
3-Accompagnement des acteurs pour la gestion et l'entretien des infrastructures			X		Une Structure d'Ingénierie Sociale (SIS) appui les communes dans la gestion des infrastructures communales. Ce cabinet a exécuté 02 bons de commande sur les 03 prévus.

<sup>5</sup>

- A : Les activités sont en avance
- B : Les activités sont dans les délais
- C : Les activités sont retardées ; des mesures correctives doivent être prises.
- D : Les activités ont pris un sérieux retard (plus de 6 mois). Des mesures correctives majeures sont requises.

## 2.4.4 Analyse des progrès réalisés

**Output 2** : Les communes réalisent des infrastructures et aménagements publics qui contribuent à améliorer la compétitivité des filières.

<p><i>Progrès réalisés par rapport à l'atteinte de l'output</i></p>	<p>Les principaux progrès réalisés sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• La réalisation des IC (cf tableau)</li> <li>• La disponibilité de modèles de contrat d'exploitation des infrastructures</li> <li>• Un meilleur dialogue entre les bénéficiaires et les mairies surtout sur le mode de gestion des ouvrages</li> <li>• Un début d'organisation des exploitants sur les sites</li> <li>• Un recensement géo référencé des infrastructures agricoles et bas-fonds.</li> </ul>
<p>Les activités contribuent-elles (toujours) à l'atteinte de l'output</p>	<p>La réalisation des investissements communaux contribueront toujours à l'atteinte de l'output. Cependant l'accompagnement des acteurs dans l'exploitation, l'entretien et la gestion des investissements par des structures d'ingénierie sociale est une condition sine qua non pour l'atteinte des résultats et la contribution de ces IC à une meilleure compétitivité des filières.</p> <p>La réalisation des IC dont les AHA contribue à augmenter le patrimoine des communes en matière d'infrastructures et aménagements dans le secteur agricole. Leur mise en exploitation efficace avec l'appui de la SIS permettra d'augmenter les recettes propres au niveau des communes et concourent à améliorer les conditions de vie et de travail des acteurs des filières.</p> <p>Le recensement des bas-fonds et infrastructures agricoles permet de disposer d'information pour mieux cerner le potentiel agricole existant, de mieux planifier tout en assurant l'arbitrage des investissements dans la région.</p>
<p><i>Difficultés qui se sont présentées, facteurs d'influence (positive ou négative) :</i></p>	<p>Comme principales difficultés, nous pouvons citer :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Les analyses des investissements ne prennent pas encore suffisamment en compte, l'environnement, les potentialités économiques et contribution à la valeur ajoutée des filières ;</li> <li>• On note une faible qualité dans l'analyse technique et socio-économique des investissements communaux ;</li> <li>• Les communes n'ont pas encore toutes des capacités dans les procédures de passation des marchés et la justification des dépenses. Des retards ont été constatés dans le respect du planning de la mise en œuvre des accords d'exécution ;</li> <li>• Les capacités des communes à procéder au contrôle lors de la phase de réalisation sont encore faibles avec des cas de malfaçons ;</li> <li>• Dans certaines communes du Mono-Couffo, des emplacements identifiés pour abriter les IC ont fait l'objet de litiges domaniaux.</li> </ul> <p>Les processus de passation des marchés ont été généralement longs et parfois infructueux. Il en est de même de la réalisation des études de faisabilité pour les AHA. Ces retards ont occasionné des difficultés de consommation des fonds alloués à certaines communes (cas de Dogbo dans le Mono Couffo, Kérou, Kouandé et Ouaké dans l'Atacora-Donga) et le non-respect des calendriers.</p> <p>Il a été constaté que les IC structurants notamment les AHA sont plus complexes, et nécessitent davantage de ressources (temps et moyens financiers, accompagnement technique) pour la préparation (études de faisabilité) et la réalisation.</p> <p>L'insurrection des communautés présumées propriétaires des terres contre la réalisation des travaux d'aménagement quand bien même un acte administratif a été pris par le Maire a causé l'arrêt des travaux sur certains projets ou retardé la mise en exploitation de certains ouvrages achevés.</p>
<p><i>Résultats inattendus (positifs ou négatifs) :</i></p>	<p>Les résultats des études préalables ont conclu à la non-faisabilité économique d'un projet d'aménagement hydro agricole à Houeyogbé.</p> <p>Dans la commune de Kouandé la réhabilitation d'un pont dans la commune n'a pu se réaliser. Les analyses complémentaires ayant montré que les fonds alloués étaient largement en deçà des besoins pour une réhabilitation de qualité.</p>

Tableau sur l'état d'avancement des ouvrages réalisés dans le cadre des investissements communaux à fin 2015 dans le Mono-Couffo et Atacora-Donga.

	Mono Couffo				Atacora Donga			
	Achevés et mis en exploitation	Achevés et non exploités encore	En cours de réalisation	A démarrer et à finaliser avant juillet 2016.	Achevés et mis en exploitation	Achevés et non exploités encore	En cours de réalisation	A démarrer et à finaliser avant juillet 2016.
Aménagements hydro agricoles (nombre d'hectare)	37 ha	-	32 ha	30 ha			1 (50) ha	2 (8) ha
Pistes aménagées (Km) et Dalots (nombre)	8 km + 19 dalots	-	6 dalots	10 km +12 dalots	2,5 km +14 dalots		29 km + 25 dalots	
Retenues d'eau (nombre)	-	-	-	8				
Boutiques de vente d'intrants (Nombre)	-	4	-	-	3	1		
Hangars de marché (Nombre de places)	408 places	42	24	-	276 places			
Magasin de stockage (nombre)	-	3	-	-	33	1	0	1
Boutique de vente au marché (Nombre de place)	4	13	-	-	1			
Aire de séchage					1	1		
Marché à bétail					1			

## 2.5 Performance de l'output 3

### 2.5.1 Progrès des indicateurs dans l'Atacora Donga

<b>Output 3:</b> Les initiatives porteuses de valeur ajoutée pour le développement des filières agricoles sont appuyées dans les régions d'intervention						
<b>Indicateurs</b>	<b>Valeur de la Baseline</b>	<b>Valeur année 2013</b>	<b>Valeur année 2014</b>	<b>Progrès année 2015</b>	<b>Cible finale</b>	<b>commentaires</b>
80% des MIP et PEA financés procurent des bénéfices supplémentaires aux promoteurs	61%	86%	88%	80%	80%	<p>150 comptes d'exploitation de référence ont été élaborés et arrêtés au 31 décembre 2014. Les comptes d'exploitation de 83 promoteurs ayant bouclé un cycle de production ont été repris en 2015. Cette reprise des CE révèle que 62 promoteurs soit 75% ont augmenté leur bénéfice. Le dispositif de sélection et de suivi des MIP a fonctionné en 2015 de manière beaucoup plus performante ce qui s'est traduit par une diminution du nombre de MIP à problème.</p> <p>Sur les 5 promoteurs PEA, 2 sont en cours d'installation. Les 3 dont les installations sont terminées ont commencé par produire à la fin de l'année. Leurs comptes d'exploitation seront réalisés en Q1 2016.</p>
Les ressources accordées dans le cadre de financement tripartite (promoteur, Programme, IMF/IF) au secteur privé augmentent à 20% chaque année	86 780 098 FCFA	81 923 827 (-6%)	149 956 009 (73%)	112 245 596 (29%)	179 947 211 FCFA	L'augmentation de 29% est essentiellement due au financement des PEA dont le paiement des tranches est intervenu courant 2015 pour les 5 promoteurs. Quant aux MiP, il faut noter que 17 contrats ont été signés en 2015 et les paiements effectués se chiffrent à 49 705 172 FCFA soit 44% de l'ensemble des ressources accordées (MiP et PEA).

Au moins 80% des opérateurs privés sont satisfaits des prestations des PSNF à la fin 2015	NA	NA	NA		80%	L'évaluation de la satisfaction des promoteurs par rapport aux services des PSNF sera réalisée en Q2 2016.
---	----	----	----	--	-----	--

## 2.5.2 Progrès des indicateurs dans le Mono Couffo

<b>Output 3 : Les initiatives privées porteuses de valeur ajoutée pour le développement des filières agricoles sont appuyées dans les régions d'intervention</b>						
<b>Indicateurs</b>	<b>Valeur de la Baseline</b>	<b>Valeur année 2013</b>	<b>Progrès année 2014</b>	<b>Progrès année 2015</b>	<b>Cible finale 2015</b>	<b>Commentaires</b>
80% des MIP et PEA financés procurent des bénéficiaires supplémentaires aux promoteurs	ND	ND	ND	53%	80%	Pour 53% des MIP financés, le bénéficiaire a augmenté au cours de la campagne.
Les ressources accordées dans le cadre de financement tripartite (promoteur, Programme, IMF/IF) au secteur privé dans le cadre du Programme Agriculture augmentent de 20% chaque année	ND	126 528 201 FCFA	300 543 098 FCFA (138% par rapport à 2013)	329 903 023 (9% par rapport à 2014)	304 822 562 FCFA	L'accroissement observé est inhérent au financement des PEA.
Au moins 80% des opérateurs privés sont satisfaits des prestations des PSNF à la fin 2015		60%	ND	83%	80%	Il s'agit des résultats de l'enquête de satisfaction des PSNF.

### 2.5.3 Etat d'avancement des principales activités

État d'avancement des principales activités <sup>6</sup>	État d'avancement :				Commentaires
	A	B	C	D	
1. Mise en place de la stratégie et des outils d'accompagnement des initiatives d'entrepreneuriat agricole		X			<p>Dans les deux régions, les dispositifs ont été (auto)évalués et améliorés.</p> <p>Un processus d'harmonisation des deux dispositifs a été mise en œuvre en lien avec les orientations du volet opérationnel du nouveau programme agriculture (PROFI).</p> <p>Conformément à l'approche programme un important chantier d'élaboration et d'implémentation d'outils de suivi des promoteurs a été entrepris sous la direction de l'UAC.</p>
2. Appui en services non financiers aux porteurs de projets		X			<p>Le processus de recrutement des PSNF a été finalisé en 2015 et leur contrat de prestation court jusqu'en mai 2016.</p> <p>L'accompagnement des PSNF s'est effectué en deux phases. Une première phase a consisté à l'élaboration des comptes d'exploitation des MIP financés depuis FAFA ainsi que l'évaluation de la fonctionnalité des projets. Cette phase a été réalisée au moyen des outils élaborés par l'équipe sous la direction de l'UAC. Les résultats ont permis aux PSNF de proposer des trajets d'accompagnement en entrepreneuriat (TAE) avec chaque promoteur. La deuxième phase a consisté à la mise en œuvre des TAE à travers différents appuis fournis directement par le PSNF ou par des structures tierces sur intermédiation du PSNF.</p>

<sup>6</sup>

- A : Les activités sont en avance
- B : Les activités sont dans les délais
- C : Les activités sont retardées ; des mesures correctives doivent être prises.
- D : Les activités ont pris un sérieux retard (plus de 6 mois). Des mesures correctives majeures sont requises.

<p>3. Accompagnement financier des porteurs de microprojets et projets d'entrepreneuriat</p>		<p>X</p>		<p>Malgré une avancée par rapport aux cibles de 2013 et 2014, les deux unités dans les régions ont connu des problèmes de marché public pour l'acquisition d'équipement pour les promoteurs à temps et en termes de qualité. Les promoteurs n'ont pas pu mettre en œuvre leur MIP selon le planning initial.</p> <p>L'élaboration des 5 PEA dans le MC a pris du retard à cause de la faible qualité des plans d'affaires réalisés.</p> <p>Le financement a été accordé à 05 PEA. Au total 4 PEA sur les 5 PEA ont été entièrement financés dans le Mono-Couffo.</p> <p>Dans l'Atacora-Donga, les 05 projets d'entrepreneuriat agricole sont en cours de mise en œuvre. Comme pour le MC, les lourdeurs et retards dans les processus de passation des marchés, ont impacté négativement les plannings de mise en œuvre. A ce titre, pour 04 des 05 PEA, les activités ont réellement démarré dans le second semestre 2015. Pour le cinquième projet portant sur la transformation de l'anacarde, le processus de passation de marché est encore en cours (livraison des équipements attendus).</p> <p>En outre, courant 2015, trois projets d'entrepreneuriat agricole ont été approuvés mais la finalisation de l'instruction et le financement de ces projets est prévu pour 2016 dans le cadre du PROFI.</p> <p>Pour la mise œuvre du volet financier, les promoteurs ont bénéficié de l'appui permanent des prestataires comptables sous la supervision des administrateurs gestionnaires.</p>
--	--	----------	--	---

## 2.5.4 Analyse des progrès réalisés

**Output 3** : Les initiatives privées porteuses de valeur ajoutée pour le développement des filières agricoles sont appuyées dans les régions d'intervention

<p>Progrès réalisés par rapport à l'atteinte de l'output (sur la base d'indicateurs)</p>	<p>Au cours de l'année, 49 MIP ont été achevés et mis en exploitation dans le MC.</p> <p>Les 10 PEA (MC et AD) ont tous été financés et ont commencé leurs activités malgré les lenteurs dans la mise en place des contreparties par les institutions financières.</p> <p>L'apport du service non financier a été significatif pour le démarrage des activités. Les outils mis en place devront permettre de faire un suivi efficace.</p>
<p>Lien entre les activités et l'output. Comment les activités contribuent-elles (toujours) à l'atteinte de l'output ?</p>	<p>La vision et les perspectives entrepreneuriales des promoteurs se précisent : avec l'appui des PSNF et sur la base des comptes d'exploitation et l'évaluation de la fonctionnalité des exploitations, chaque promoteur a élaboré un trajet d'accompagnement (TAE) lui permettant d'améliorer les performances de son exploitation.</p>
<p>Difficultés qui se sont présentées, facteurs d'influence (positive ou négative)</p>	<p>Les travaux et acquisitions prévus dans le cadre de la mise en place des projets font l'objet d'appel d'offre et sont attribués aux soumissionnaires les « mieux disant ». Malheureusement, certains de ces prestataires, pour plusieurs raisons, se sont avérés défaillants dans la réalisation de leurs prestations. Cette situation a conduit à recourir à de nouveaux prestataires après avoir repris tout le processus de passation de marchés.</p> <p>Un autre facteur a été la complexité des procédures administratives qui sont étrangères à la plupart des promoteurs. Le troisième facteur est lié aux difficultés d'accès à l'eau sur certains sites.</p> <p>Enfin, la complexité des travaux d'aménagement agricole et le peu de spécialistes dans ce domaine a constitué un facteur d'influence important.</p> <p>L'ensemble de ces facteurs a eu comme conséquence générale le retard dans la réalisation des initiatives privées. Mais des mesures ont été prises à chaque fois pour permettre d'avancer.</p> <p>Suite à ces constats, l'implication active des spécialistes en aménagement (DAER / CARDER et la présence d'un ATN en aménagement hydro agricole) dans le suivi des travaux a permis de gagner en qualité tout en renforçant les capacités des équipes d'exécution.</p> <p>Les prestataires comptables mis à la disposition des promoteurs pour la facilitation des démarches administratives, le respect des procédures et la bonne tenue de la comptabilité a permis de réduire les délais d'exécution des projets.</p>
<p><i>Résultats inattendus (positifs ou négatifs) :</i></p>	<p>Les activités de mise en relation entre les promoteurs et les institutions de financement ont permis d'avoir l'accord de principe de ces derniers pour l'octroi de crédit aux promoteurs. Actuellement, le financement complémentaire des promoteurs pour le fonds de roulement est devenu une réalité. Ainsi, dans le cadre des PEA, le principe de financement tripartite s'est concrétisé à travers l'octroi de crédits à 05 PEA pour un montant global de 126.455.438 FCFA obtenus auprès des institutions financières dans le Mono-Couffo et 44.654.840 FCFA dans l'Atacora-Donga.</p> <p>A travers les rencontres organisées à l'intention des promoteurs des liens d'affaires spontanés se sont créés entre ceux-ci.</p>

## 2.6 Performance de l'output 4

### 2.6.1 Progrès des indicateurs

**L'Output N°4** « Des mécanismes institutionnels sont définis au niveau national pour canaliser les aides publiques destinées à appuyer le développement des filières agricoles », a été réverse à la Convention Spécifique du volet institutionnel de PROFI donc contenu dans ce rapport de résultat.

## 2.7 Performance de l'output 5

### 2.7.1 Progrès des indicateurs dans le Mono Couffo<sup>7</sup>

<b>Output 5</b> : Les producteurs agricoles améliorent de façon durable la qualité de leur structuration et accèdent à des meilleurs services fournis par leurs organisations.						
	Valeur de la <i>Baseline</i>	Valeur année 2013	Valeur année 2014	Progrès année 2015	Cible finale 2015	Commentaires
La satisfaction des membres des coopératives par rapport aux services rendus par leur Unions augmente de 5% par an	CRM MC 21%	21%	66%	55%	71%	La situation de référence tout comme la valeur actuelle de cet indicateur est obtenue suite à une enquête de satisfaction (à partir d'un outil commun aux 2 UFR). Le taux de satisfaction moyen pour les 03 faitières était de 52% en 2014. En 2015 il est de 55% en moyen pour les trois unions soit une augmentation moyenne de 3% contre une valeur cible de 5% attendue.
	CRR MC 13%	13%	33%		38%	
	URP MC 47%	ND	42%		47%	
Le taux de sociétariat (% des membres en règle vis-à-vis de leurs coopératives par rapport au nombre total de membres) augmente de 5% chaque année	CRM MC 0%	NA	0%	17%	5%	Le nombre des membres qui sont en règle vis-à-vis de leur coopérative n'est pas connu dans le MC. Ici il s'agit des unions communales en règle vis-à-vis de leur union régionale. Le CRM MC a mobilisé la cotisation annuelle auprès de deux des 12 unions communales maraîchères membres. Aucune mobilisation de ressources financières n'a été faite au titre des cotisations annuelles des membres du CRR MC. Au niveau de l'URP MC, 20 membres ont payé leur cotisation annuelle.
	CRR MC 0%	NA	0%	0	5%	
	URP MC 91%	NA	91% (20/22)	91%	100%	
L'autofinancement des dépenses de souveraineté des OPA à travers leurs ressources propres augmente de 5% / an	CRM MC 2%	2%	1%	12%	6%	La mobilisation des ressources propres par le CRM MC est faite à partir des services payants fournis à ses membres. Il s'agit des services de conseil technique, facilitation à l'accès aux intrants, facilitation à l'accès au marché, organisation de la vente groupée Pour le CRR, ces ressources sont mobilisées à partir des

<sup>7</sup> Les résultats 5 et 6 de l'UFR/AD sont financés par la convention spécifique FAFA/AD

<b>Output 5 : Les producteurs agricoles améliorent de façon durable la qualité de leur structuration et accèdent à des meilleurs services fournis par leurs organisations.</b>						
	<b>Valeur de la Baseline</b>	<b>Valeur année 2013</b>	<b>Valeur année 2014</b>	<b>Progrès année 2015</b>	<b>Cible finale 2015</b>	<b>Commentaires</b>
	CRR MC 1%	1%	1%	12%	6%	services payants fournis à ses membres. Il s'agit des services de Conseil technique, décorticage du paddy, facilitation à l'accès aux intrants, facilitation à l'accès au marché, facilitation à l'accès au labour mécanisé. Au niveau de l'URP MC les ressources mobilisées proviennent essentiellement des cotisations des membres, du Conseil à l'Exploitation Familiale (CEF) puis du conseil de gestion aux organisations.
	URP MC	3%	3%	12%	8%	
La fonctionnalité des OPA augmente annuellement avec 10%	CRM MC	68%	78%	86%	86%	Le CRM MC est en nette amélioration de sa fonctionnalité par rapport aux années précédentes. Le score obtenu en 2015 lui confère le statut d'une bonne structure de coordination. L'atteinte de la valeur cible finale a surtout été favorisée par l'amélioration du score sur les axes ; « structuration et représentativité », « fourniture de services aux membres » et « Genre ». Le CRR MC est en nette amélioration de sa fonctionnalité par rapport aux années précédentes. Le score obtenu en 2015 lui confère le statut d'une bonne structure de coordination. Toutefois La non atteinte de la valeur cible finale est liée à sa faiblesse sur les axes « genre » et « Planification, exécution, suivi et évaluation » L'URP MC est en nette amélioration de sa fonctionnalité par rapport aux années précédentes. Le score obtenu en 2015 lui confère le statut d'une bonne structure de coordination. La non atteinte de la valeur cible finale est liée à sa faiblesse sur les axes « fourniture de services aux membres » et « Ressources matérielles et financières. Globalement au niveau de l'URP MC, il y a une faiblesse dans la fourniture des services aux producteurs et par conséquent une faible mobilisation des ressources financières pour le financement des activités et des matérielles.
	CRR MC	65%	76%	87%	86%	
	URP	73%	73%	91%	80%	

## 2.7.2 État d'avancement des principales activités

État d'avancement des principales activités <sup>8</sup>					Commentaire
	A	B	C	D	
1. Elaboration et mise en œuvre d'un plan stratégique d'appui à la structuration des zones de développement des filières agricoles ciblées		X			<p>L'activité a été entièrement réalisée à travers la mise en œuvre des accords d'exécution/financement avec le CARDER Mono-Couffo et les OPA.</p> <p>Suite à la validation du plan de structuration, les représentants régionaux des OPA et l'équipe d'encadrement du CARDER Mono-Couffo ont bénéficié d'une formation sur le contenu de l'Acte Uniforme de l'OHADA. Suite à cette formation, des sessions de sensibilisation ont été organisées à l'intention des acteurs au niveau communal, puis villageois.</p> <p>A l'issue de ces sensibilisations, des comités d'initiatives ont été mis en place pour porter le processus de création ou de restructuration des groupements existants en coopératives. Il s'en est suivi, le cas échéant, l'organisation des assemblées générales constitutives, la constitution des dossiers d'immatriculation des coopératives mises en place, l'étude des dossiers et l'immatriculation par le CARDER Mono Couffo des coopératives remplissant les conditions requises.</p> <p>Enfin sont entreprises les démarches en vue de la publication au Journal Officiel des coopératives immatriculées.</p> <p>Notons que dans les communes où le processus a démarré plus tôt à la base, il a atteint le niveau communal par la création des unions communales de coopératives.</p>
2. Appui à la gestion et au fonctionnement des OPA au niveau communal et régional		X			<p>Les activités de collecte de données et de conseils aux exploitations familiales ont démarré après une session de formation des conseillers agricoles en janvier 2015. Plusieurs missions de suivi ont été réalisées afin d'appuyer les conseillers. Les données ont été périodiquement centralisées par les OPA, puis compilées et analysées au niveau de l'UFR Mono-Couffo. Deux sessions de restitution et de recyclage se sont tenues au cours de l'année pour renforcer les capacités des conseillers agricoles.</p>
3. Accompagnement technique et financier des OPA faïtières à rendre des services à valeurs ajoutées à leurs membres		X			<p>Identifiés sur la base des besoins des producteurs, un certain nombre de services ont été mis en place par les OPA faïtières par le truchement des conseillers agricoles : fournitures d'intrants, commercialisation, suivi technico-économique. Afin de rendre effectif le principe de services payants, des contrats de prestation ont été établis entre chaque producteur et l'OPA. Ils précisent notamment le contenu des services proposés.</p>

<sup>8</sup> A : Les activités sont en avance  
 B : Les activités sont dans les délais  
 C : Les activités sont retardées ; des mesures correctives doivent être prises.  
 D : Les activités ont pris un sérieux retard (plus de 6 mois). Des mesures correctives majeures sont requises.

État d'avancement des principales activités <sup>8</sup>					Commentaire
	A	B	C	D	
4. Appui à la recherche-action paysanne et la mise en œuvre des innovations			X		Cette activité n'a pas connu d'avancées au cours de l'année. Les expériences entreprises par les OPA se sont achevées mais les rapports sont toujours attendus.
5. Appui à la prise en compte des aspects genre et environnement au sein des organisations paysannes		X			Ces deux thèmes transversaux sont pris en compte de manière continue dans la mise en œuvre des activités des partenaires. Les OPA appuyées sont sensibilisées sur l'aspect genre qu'elles s'emploient à intégrer aussi dans la mise en œuvre opérationnelle de leurs activités que dans le fonctionnement des structures (recrutement du personnel, élection des responsables à la tête des organes de gestion des OPA, participation à diverses rencontres...).

### 2.7.3 Analyse des progrès réalisés

**Output 5** : Les producteurs agricoles améliorent de façon durable la qualité de leur structuration et accèdent à des meilleurs services fournis par leurs organisations

<p><i>Progrès réalisés par rapport à l'atteinte de l'output</i></p>	<p>Les accords d'exécution signés avec le CARDER et les OPA a permis d'immatriculer 110 coopératives de base dont 44 ont reçu leur attestation. Au niveau communal, 04 Unions de coopératives ont tenu leur Assemblée Générale constitutive.</p> <p>Globalement, les 03 faitières régionales (CRM, CRR et URP) appuyées ont amélioré leur fonctionnalité en passant au niveau supérieur dit de « bonnes structures de coordination ». Le taux de sociétariat (proportion des membres à jour de leur droit d'adhésion et cotisation) s'est également amélioré pour 02 des 03 organisations faitières (URP et CRM).</p> <p>Un dispositif des services payants aux membres a été mise en place. Ceci a eu pour conséquence directe de relever le taux d'autonomie financière de ces organisations même s'il reste encore dans une fourchette relativement basse de l'ordre des 12%.</p>
<p><i>Les activités contribuent-elles (toujours) à l'atteinte de l'output</i></p>	<p>La plupart des activités ont contribué effectivement à l'atteinte des résultats. L'activité de structuration des acteurs s'est traduite par une meilleure représentativité.</p> <p>L'identification des services payants et le renforcement de capacités des agents d'encadrement (Conseillers) ont permis aux OPA de s'engager sur la voie de l'offre des services à valeur ajoutée à leurs membres.</p>
<p><i>Difficultés qui se sont présentées, facteurs d'influence (positive ou négative) :</i></p>	<p>Le processus de structuration des OPA en société coopératives a accusé de retard pour être conduit jusqu'au niveau régional. Les facteurs explicatifs de ce retard sont la difficulté de synchronisation des activités des OPA et de celles du CARDER, assurant l'accompagnement technique du processus, et la résistance des OPA à la mise en conformité avec l'acte uniforme de l'OHADA les transformant en sociétés coopératives. Face à ces difficultés, la stratégie utilisée a consisté d'organiser des rencontres, à utiliser la méthode participative, à sensibiliser les responsables d'OPA à différents niveaux (régional et communal) avec le CARDER.</p>
<p><i>Résultats inattendus (positifs ou négatifs) :</i></p>	<p>Le paiement effectif des frais de services payants par les membres des OPA peut être perçu comme un résultat inattendu.</p> <p>Les résultats obtenus notamment dans le cadre de la structuration témoigne d'une avancée qualitative dans les relations entre les OPA et CARDER.</p>

## 2.8 Performance de l'output 6

### 2.8.1 Progrès des indicateurs dans le Mono-Couffo

<b>Output 6</b> : Les acteurs des filières (producteurs, transformateurs, et opérateurs économiques) élargissent leurs opportunités de marché et augmentent leur bénéfice de manière équitable grâce à une meilleure articulation entre eux						
Indicateurs	Valeur de la <i>Baseline</i>	Valeur année 2013	Valeur année 2014	Valeur année 2015	Cible finale 2015	Commentaire
D'ici 2015, le volume de transaction à travers les accords noués entre les commerçants / transformateurs et producteurs augmentent de 10% chaque année	NA	Riz = 267 T  Maraichage = 318 T	Riz = 314 T (18%)  Maraichage = 388 T (22%)	Riz = 355 T (+13%)  Maraichage = 428 T (10%)	Riz = 345 T  Maraichage = 427 T	Ces différents progrès ont été réalisés grâce à la création de nouveaux liens d'affaires et à la consolidation de liens existants.
Le nombre de contrats formels signés entre les opérateurs privés et unions régionale et communales de producteurs augmente de 10% chaque année	188	188	197 (4%)	203 (14%)	206	La valeur de la ligne de base retenue (188) est celle finale de la Convention Spécifique FAFA MC. En 2014, neuf (09) nouveaux accords formels (4%) dont 03 pour le maraîchage et 06 pour le riz. Trente-six (36) nouveaux accords verbaux ont été noués entre les promoteurs privés pour la commercialisation des produits. On constate encore la prédominance des accords verbaux.  En 2015, six (06) nouveaux accords écrits et vingt-sept (27) nouveaux accords verbaux ont été enregistrés entre les promoteurs, transformateurs et les commerçants pour la transaction des produits, soit une progression de 14% par rapport à l'année précédente.

## 2.8.2 État d'avancement des principales activités

État d'avancement des principales activités	État d'avancement :				Commentaire
	A	B	C	D	
1- Appui à la mise en relation, la commercialisation des produits et à la prospection des marchés :		X			<p>L'activité de mise en relation a été réalisée conforme le planning.</p> <p>La foire agricole régionale Mono-Couffo (FAMCO) a enregistré plus 1120 visiteurs.</p> <p>Le système d'information sur le marché (ESOKO) a été fonctionnel et pour l'étendre à un plus grand nombre d'acteurs, une enquête de satisfaction a été conduite auprès d'un échantillon de 103 abonnés. Globalement, les abonnés sont satisfaits des services rendus par ESOKO (plus de 80%).</p> <p>15 nouveaux contrats de commercialisation ont été signés entre les producteurs et les commerçants à travers les services de vente groupée.</p>
2-Appui à la mise en place et le fonctionnement des Tables filières maraîchage et riz		X			<p>A la suite de l'élaboration de leur plan d'action triennal, les deux Tables Filières (TF) sont entrées en phase d'opérationnalisation de leur plan d'action. Dans ce cadre une tournée de sensibilisation et d'information a été organisée par les deux TF dans toutes les communes afin de se faire connaître aux acteurs à la base.</p> <p>Un appui a été apporté par la Table Filière maraîchage au dispositif de la vente groupée. Le dispositif de vente groupée a été mis en place dans quatre (04) communes (le chou dans les communes de Lokossa et Athiémé ; le piment dans les communes de Dogbo et Klouékanmè).</p> <p>Ce dispositif est très bien apprécié tant par les producteurs que par les commerçants en raison de la transparence qu'il permet, du gain de temps et surtout de la réduction des coûts de transaction. Ce dispositif de vente groupée a impliqué 76 chefs d'exploitation (producteurs) qui amènent leurs produits sur les lieux de regroupement et 11 commerçantes venant de Cotonou, Lomé Bohicon et Mono-Couffo. En 2015, 116 tonnes de produits maraîchers (Chou + piment) ont été commercialisées via ce dispositif.</p>
3-Appui à l'approvisionnement en intrants et à la transformation		X			<p>Le recensement fait en 2015 a permis de dénombrer 95 distributeurs ou vendeurs de pesticides en général dont quatre (04) distributeurs agréés et d'autre part deux cent deux (202) matières actives dont cinquante-quatre (54) homologuées et cent quarante-huit (148) non homologuées. Un dispositif de parrainage est en cours de mise en place. Il consistera à placer les distributeurs non agréés mais régulièrement enregistrés, sous la tutelle de ceux agréés, en vue de leur proposer un accompagnement approprié.</p>
4-Renforcement de la maîtrise des normes de qualité de produits selon l'exigence de la demande du marché			X		<p>Les activités de sensibilisation menées par la Direction Régionale de la Sécurité Sanitaire des Aliments (DRSSA) a réveillé l'attention des acteurs en ce qui concerne les dangers causés par la mauvaise manipulation et utilisation des pesticides chimiques de synthèse.</p> <p>Au total, 357 personnes (vendeurs de pesticides, maraîchers, agents d'encadrement et de contrôle, gendarmes) dont 14% de femmes ont été sensibilisées.</p>

### 2.8.3 Analyse des progrès réalisés

**Output 6 :** Les acteurs des filières (producteurs, transformateurs, et opérateurs économiques) élargissent leurs opportunités de marché et augmentent leur bénéfice de manière équitable grâce à une meilleure articulation entre eux.

<p><i>Progrès réalisés par rapport à l'atteinte de l'output (sur la base d'indicateurs) :</i></p>	<p>Des progrès sensibles ont été enregistrés en matière d'articulation des acteurs au sein des deux filières et en matière de création d'opportunités de marché. Ces différents acteurs (producteurs, transformateurs et commerçants) mis en relation se connaissent davantage et saisissent les opportunités d'affaires qui s'offrent à eux. En témoignent l'évolution positive observée dans les volumes de transactions effectués à travers les contrats et le nombre des exposants et visiteurs de la foire FAMCO.</p> <p>Le système d'information ESOKO a contribué à assurer une transparence du marché des produits maraîchers. Il sert désormais de boussole pour les abonnés lors des négociations de prix des produits entre vendeurs et acheteurs. La question ou le défi qui se pose reste et demeure la durabilité de ce système après le retrait des partenaires techniques et financiers. Les réflexions démarrées au cours de l'année à ce sujet vont se poursuivre en 2016 afin d'aboutir à un modèle susceptible de répondre à cette préoccupation sur la durabilité du système.</p> <p>Le système de vente groupée mis en place dans les quatre communes a été unanimement salué en faisant ses preuves. Les réflexions devront également se poursuivre au cours de 2016 en vue de garantir surtout la durabilité financière.</p>
<p><i>Lien entre les activités et l'output. (Comment) les activités contribuent-elles (toujours) à l'atteinte de l'output</i></p>	<p>Les réalisations concourent directement au renforcement de l'articulation entre acteurs de la filière surtout à travers les services de vente groupée avec l'implication des tables filières. Ces activités seront étendues en 2016 pour permettre une meilleure rentabilité et durabilité du service.</p>
<p><i>Difficultés qui se sont présentées, facteurs d'influence (positive ou négative) :</i></p>	<p>Les activités de sensibilisation et de parrainage dans le cadre de l'assainissement du sous-secteur intrants ont été ralenties par le décret pris par le MAEP stipulant le reversement des agents de la DRSSA au CARDER. Pour avancer dans la mise en œuvre des activités, l'intervention a décidé de continuer la mise en œuvre des activités avec le CARDER bien évidemment en collaboration avec la DRSSA.</p>
<p><i>Résultats inattendus (positifs ou négatifs) :</i></p>	<p>Actuellement, plusieurs PTF sont intéressés à appuyer l'initiative table filière avec laquelle ils souhaitent travailler (FIDA, PADA, MRJC-ONG/ Fondation de France).</p>

## 2.9 Thèmes transversaux

### 2.9.1 Genre

En matière de genre et dans le cadre des investissements communaux, les hangars de marché ont entre autre pour objectifs d'améliorer les conditions de travail des commerçants de produits agricoles qui sont des femmes pour la plupart. De même, dans le processus de redistribution parcellaire des sites communautaires aménagés pour la production maraichère et de riz, la priorité est accordée aux femmes qui sont le plus confrontées au problème d'accès aux terres.

L'accompagnement des promoteurs privés est également sensible à la question du genre. Les projets portés par les femmes et les jeunes, en particulier ceux ayant un impact social direct sur un grand nombre de femmes et de jeunes sont favorisés par les critères de sélection. Pour tenir compte de leurs capacités financières limitées, la part de la contribution propre exigée aux promoteurs est relativement moins élevée (de 5%) pour les femmes comparées aux hommes. Les différents critères mis en place et la sensibilisation des femmes ont permis d'atteindre un taux de 19% de représentation des femmes parmi les promoteurs (bénéficiaires directs) de MIP.

Par ailleurs, en vue de contribuer à la promotion du genre, l'intervention a inscrit une ligne spéciale (dans le budget du résultat 5) pour appuyer le CARDER dans l'organisation de la Journée de la Femme.

Dans le cadre de la structuration, les organisations paysannes ont été sensibilisées avec succès pour définir dans leurs textes, des quotas de représentation des femmes dans les organes de décision (1/3).

Les actions entreprises pour l'amélioration de l'organisation des maillons commercialisation et transformation (Résultat 6) profitent avant tout aux femmes qui y sont traditionnellement majoritaires.

### 2.9.2 Environnement

Les projets (MIP, IC, PEA) démontrant un impact environnement positif sont plus favorablement analysés par les instances d'attribution. La seule entreprise de production parmi les PEA appuyées par l'intervention a été sélectionnée entre autres raisons, pour son orientation dans la production organique, c'est-à-dire exempte de l'usage de pesticides et d'engrais chimiques.

L'un des 53 microprojets financés est spécialisé dans la fabrication de compost à partir de la bouse de vache.

En collaboration avec l'ASPS et la DRSSA, des formations ont été organisées à l'intention des promoteurs sur l'utilisation plus rationnelle des intrants en vue de la préservation de la santé humaine et de l'environnement.

Cependant il y a nécessité de l'adoption d'une d'agriculture intelligente face au climat, un besoin d'appréciation des impacts des changements. Ce qui permettra de proposer des thèmes de renforcement des capacités des systèmes agricoles à mieux contribuer à la sécurité alimentaire, et à la création de la richesse. Surtout dans l'AD une attention particulière sera apportée à toutes les questions concernant la ressource en eau qui est un bien que se raréfie. Par conséquent, le PROFI devra mettre en œuvre des stratégies qui optimise cet intrant afin de ne pas impacter négativement l'environnement par exemple par les tests et vulgarisation des systèmes de micro irrigation. De même on sera attentif au respect des règles et lois liés à la préservation de cette ressource.

## 2.10 Gestion des risques

Identification du risque ou problème			Analyse du risque ou problème			Traitement du risque ou problème			Suivi du risque ou problème		
Description du Risque	Période d'identification	Catégorie	Probabilité	Impact Potentiel	Total	Action(s)	Resp.	Deadline	Progres	Status	
1	Risque de manque de cohérence et de synergie entre les volets et unités fonctionnels du programme	Q1 2015	OPS	Medium	Medium	Medium Risk	Organiser ateliers de planifications communs; Réaliser les choix des thématiques ; Ateliers thématiques ; Réaliser les visites terrain	Resp. UAC	déc-15	Atelier de planification communs organisé pour le planning 2015; Ateliers de capitalisation organisées; Visites terrain organisées. Réunions board organisées; ateliers thématiques à organiser (2016)	En cours
2	Risque de la faible qualité des ouvrages IC lié à la faible disponibilité des agents des mairies dans le suivi des IC (plusieurs dossiers à gérer, formation,...)	Q1 2015	OPS	Medium	Medium	Medium Risk	Sensibilisation, information, prise en compte des délais d'exécution plus longs pour les AHA dans les AE pour permettre un meilleur suivi par les agents et par AT/MO	ATN MO	juin-16	Réalisé dans le cadre des AE avec les communes. Durée AHA remis à 18 mois; Meilleure implication de la CONAFIL dans le suivi des IC; recrutement des SIS	Terminé
3	Risques de dépassement des délais de mise en oeuvre et de la justification des fonds par les promoteurs à cause de la lourdeur des procédures, la défaillance des prestataires et fournisseurs,	Q1 2015	FIN	Medium	Medium	Medium Risk	Suivi rapproché des MIP par PSNF, Prestataires Comptables et équipe UFR	ATN MFA	déc-15	PSNF recruté et outils de suivi réalisés; Prestataires comptables recrutés; liste des fournisseurs agréés élaboré ; achats groupées par les UFR	Terminé

Identification du risque ou problème			Analyse du risque ou problème			Traitement du risque ou problème			Suivi du risque ou problème		
Description du Risque	Période d'identification	Catégorie	Probabilité	Impact Potentiel	Total	Action(s)	Resp.	Deadline	Progres	Status	
4	Risque de MIP non fonctionnels lié aux facteurs hydrogéologiques non maîtrisables des sites d'aménagement hydro-agricole (présence de roche, absence de nappe d'eau souterraine permanente)	Q1 2015	REP	Low	Medium	Low Risk	Evaluation approfondie du site utilisant tous les moyens à disposition	ATN AHA	déc-15	Etudes de prospection réalisées; Annulation des MIP si la profondeur est trop élevée pour garantir une rentabilité	Terminé
5	Risque de ne pas pouvoir aboutir à une structuration complète des OP à cause du retard pris dans la signature des Accords d'Exécution (programmation initiale du processus en 18 mois ; durée restante après signature : 12 mois)	Q1 2015	OPS	Medium	High	High Risk	Plus forte implication de l'ATN dans la mise en œuvre; Avenants sur prolongation des accords d'exécution	ATN OSF	déc-15	Structuration en cours avec implication des AT et agents de changement CARDER; Avenant en cours de préparation	Terminé
6	Risque de faible représentativité des maillons des filières, notamment les commerçants, pouvant jouer sur le bon fonctionnement des Tables Filières	Q1 2015	OPS	Medium	Low	Low Risk	Appui à l'organisation des acteurs autres maillons (commerçants, transformateurs)	ATN PEA /COMM	déc-15	Structuration des transformatrices en cours dans AD; appui dans l'organisation des tables filières dans les deux régions	En cours
7	Pour l'ensemble des résultats : Risque de perte d'efficacité des structures partenaires (OP, CARDER, PSNF) dans la mise en oeuvre des AE et AF en lien avec le faible niveau de coordination des interventions dans la Région	Q1 2015	OPS	Medium	Medium	Medium Risk	Assurer le bon fonctionnement du CTOS, échanges réguliers avec les partenaires	ATN OSF	déc-15	Organisation des cadres de concertations avec les CARDER et en lien avec le programme UFAI; CTOS organisés par tous les Unités fonctionnelles	Terminé

Identification du risque ou problème			Analyse du risque ou problème			Traitement du risque ou problème			Suivi du risque ou problème		
Description du Risque	Période d'identification	Catégorie	Probabilité	Impact Potentiel	Total	Action(s)	Resp.	Deadline	Progres	Status	
8	Risque de perturbation des programmations en lien avec les activités électorales	Q1 2015	OPS	Medium	Medium	Medium Risk	Prise en compte du calendrier électoral dans la programmation des activités	ATN SE	déc-15	Ralentissement des activités constaté au niveau du Ministère MAEP (changement du ministre) et perturbations prévu encore dans le cadre des élections présidentielles.	Terminé
9	Risque de non-exécution de quelques PEA de MC en raison de la non-garanti de la contrepartie bancaire	Q1 2015	OPS	Medium	High	High Risk	Rapprochement des UFR avec les banques et ABC pour rassurer de leur contrepartie bancaire	CoResp	août-15	Quelques IMF/IF ont déjà accordé des prêts; quelques négociations seront reprises en 2016	Terminé
10	Risque de la disponibilité et qualité des études d'information sur les résultats du programme et les études de faisabilité des Investissements communaux	Q1 2015	OPS	Medium	Medium	Medium Risk	Accélération de la réaliser les études de satisfaction (OPA, Communes, CARDER) ainsi que les études de faisabilité pour les IC	CoResp	oct-15	Quelques études sont déjà en cours (satisfaction; attente des analyse et finalisation des résultats; DAO études de faisabilité IC en cours	Terminé

## 3 Pilotage et apprentissage

### 3.1 Réorientations stratégiques

Les orientations stratégiques seront prises en compte dans le volet opérationnel (VO) de PROFI à partir de 1<sup>er</sup> janvier 2016.

Les orientations stratégiques concernent essentiellement les points suivants :

1. La finalisation du processus de ciblage par l'élaboration des fiches CVA et paquets de financement des MIP et PEA dans les pôles de production ;
2. La finalisation du manuel unique de financement de ces MIP et PEA ;
3. La finalisation du recrutement des AT prévus dans le DTF;
4. L'élaboration des synergies et stratégies opérationnelles du programme (volet institutionnel et volet opérationnel) ;
5. La clôture de la FAIA.

### 3.2 Recommandations

Les recommandations suivantes ont été tirées du rapport d'évaluation finale provisoire.

N°	Etape	Période	Responsables	Point d'attention pour la SMCL
1	La concentration des activités dans les zones de production peut avoir des effets très positifs si l'on prend bien en considération les impacts négatifs sur les thématiques liées au foncier, à l'environnement et aux ressources en eau. Il est recommandé de : <ul style="list-style-type: none"><li>• Réaliser de façon systématique les analyses environnementales pour les AHA ;</li><li>• Réaliser systématiquement les sondages géophysiques pour s'assurer de la disponibilité de l'eau avant même de s'engager dans le processus d'accompagnement du promoteur.</li></ul>	2016	UAC/UFR	MAEP/ Cellule environnement
2	Rester très pragmatique et flexible sur la notion de « paquets technique et économique »	Q1 2016	UAC/UFR	
3	L'appui aux investissements public et privé, ainsi que celui relatif au fonctionnement des structures (OPA, MAEP, CARDER) doit faire l'objet d'une dégressivité clairement explicitée et simultanément mettre en place des stratégies et démarches d'autonomisation.	2016-2019	UFR	
4	Le fonds d'investissement tel le FADEC-Agri doit être abondé et la réflexion sur le FNDA doit être poursuivie avec les autres PTF impliqués en continuant à utiliser les modalités transitoires en place dans les 2 régions à titre d'outils expérimentaux permettant d'améliorer les modalités de mise en œuvre de cet outil financier en partenariat avec les institutions financières privées de la place.	2016-2017	UAC	MAEP / MDGLAAT

N°	Etape	Période	Responsables	Point d'attention pour la SMCL
5	Un effort conséquent doit être produit sur l'équilibre homme/femme dans un souci d'inclusion d'une composante essentielle de la société au développement de l'économie du pays.	2016-2017	UAC/UFR	
6	Faire un plaidoyer et assurer l'appui (technique et matériel) pour l'accélération du processus de réglementation et de mise en place du cadre légal pour les interprofessions y compris les tables filières tout en veillant à ce qu'une telle disposition ne constitue pas un frein au développement de l'initiative.	A partir de 2016	UAC	MAEP
7	Le soutien au MIP & PEA doit être revu vers un meilleur appui aux aspects d'entrepreneuriat.	A partir de 2016	UAC/UFR	

### 3.3 Enseignements tirés

N°	Enseignements tirés	Public cible
1.	Besoin d'expertise en foncier rural pour faire face aux problèmes des constructions/aménagements.	Communes
2.	Nécessité d'études de faisabilité préalables en vue d'améliorer la qualité des aménagements hydro-agricoles (MIP et IC).	Communes Coopératives
3.	Impliquer et informer les IF / IMF de façon active, car les banques / IMF sont disposées à financer les PEA si elles ont été impliquées dans tous le processus de sélection, analyse du PEA et si le projet peut garantir un suivi régulier. Cependant le processus d'octroi de crédit par les banques / IMF prend du temps.	Entrepreneurs ruraux

## 4 Annexes

### 4.1 Critères de qualité

<b>1. PERTINENCE : le degré dans lequel l'intervention est cohérente avec les politiques et priorités locales et nationales ainsi qu'avec les attentes des bénéficiaires.</b>					
<i>Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère de qualité : Au moins un 'A, pas de 'C' ni de 'D' = A; Deux fois un 'B' = B ; Au moins un 'C, pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D</i>					
Évaluation de la PERTINENCE : note totale		A	B	C	D
			X		
<b>1.1 Quel est le degré de pertinence actuel de l'intervention ?</b>					
X	A	Clairement toujours ancré dans les politiques nationales et la stratégie belge, satisfait aux engagements en matière d'efficacité de l'aide, extrêmement pertinent par rapport aux besoins du groupe cible.			
	B	S'inscrit toujours bien dans les politiques nationales et la stratégie belge (sans être toujours explicite), relativement compatible avec les engagements en matière d'efficacité de l'aide, pertinent par rapport aux besoins du groupe cible.			
	C	Quelques questions par rapport à la cohérence avec les politiques nationales et la stratégie belge, l'efficacité de l'aide ou la pertinence.			
	D	Contradictions avec les politiques nationales et la stratégie belge, les engagements en matière d'efficacité de l'aide ; la pertinence vis-à-vis des besoins est mise en doute. Des changements majeurs sont requis.			
<b>1.2 La logique d'intervention, telle qu'elle est conçue actuellement, est-elle toujours la bonne ?</b>					
	A	Logique d'intervention claire et bien structurée ; logique verticale des objectifs réalisable et cohérente ; indicateurs appropriés ; risques et hypothèses clairement identifiés et gérés ; accompagnement de sortie d'intervention mis en place (si cela est applicable).			
X	B	Logique d'intervention appropriée bien qu'elle puisse avoir besoin de certaines améliorations en termes de hiérarchie d'objectifs, d'indicateurs, de risques et hypothèses.			
	C	Les problèmes par rapport à la logique d'intervention peuvent affecter la performance d'une intervention et sa capacité à contrôler et évaluer les progrès ; améliorations requises.			
	D	La logique d'intervention est erronée et nécessite une révision en profondeur pour que l'intervention puisse espérer aboutir.			

<b>2. EFFICIENCE DE LA MISE EN ŒUVRE JUSQU'À CE JOUR : le degré dans lequel les ressources de l'intervention (fonds, expertise, temps, etc.) ont été converties en résultats de façon économe.</b>					
<i>Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère de qualité : Au moins deux 'A, pas de 'C' ni de 'D' = A; Deux fois un 'B', pas de 'C' ni de 'D' = B ; Au moins un 'C, pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D</i>					
Évaluation de l'EFFICIENCE : note totale		A	B	C	D
			X		
<b>2.1 Dans quelle mesure les inputs (finances, RH, biens &amp; équipements) sont-ils correctement gérés ?</b>					
	A	Tous les inputs sont disponibles à temps et dans les limites budgétaires.			
X	B	La plupart des inputs sont disponibles dans des délais raisonnables et ne nécessitent pas d'ajustements budgétaires considérables. Une certaine marge d'amélioration est cependant possible.			
	C	La disponibilité et l'utilisation des inputs posent des problèmes qui doivent être résolus, sans quoi les résultats pourraient courir certains risques.			
	D	La disponibilité et la gestion des inputs comportent de sérieuses lacunes qui menacent l'atteinte des résultats. Des changements considérables sont nécessaires.			

<b>2.2 Dans quelle mesure la mise en œuvre des activités est-elle correctement gérée ?</b>	
	<b>A</b> Les activités sont mises en œuvre dans les délais.
X	<b>B</b> La plupart des activités sont dans les délais. Certaines sont retardées, mais cela n'a pas d'incidence sur la fourniture des outputs.
	<b>C</b> Les activités sont retardées. Des mesures correctives sont nécessaires pour permettre la fourniture sans trop de retard.
	<b>D</b> Les activités ont pris un sérieux retard. Des outputs ne pourront être fournis que moyennant des changements majeurs dans la planification.
<b>2.3 Dans quelle mesure les outputs sont-ils correctement atteints ?</b>	
	<b>A</b> Tous les outputs ont été et seront plus que vraisemblablement livrés dans les temps et de bonne qualité, ce qui contribuera aux outcomes planifiés.
X	<b>B</b> Les outputs sont et seront plus que vraisemblablement livrés dans les temps, mais une certaine marge d'amélioration est possible en termes de qualité, de couverture et de timing.
	<b>C</b> Certains outputs ne s(er)ont pas livrés à temps ou de bonne qualité. Des ajustements sont nécessaires.
	<b>D</b> La qualité et la livraison des outputs comportent et comporteront plus que vraisemblablement de sérieuses lacunes. Des ajustements considérables sont nécessaires pour garantir au minimum que les outputs clés seront livrés à temps.

<b>3. EFFICACITÉ JUSQU'À CE JOUR : le degré dans lequel l'outcome (objectif spécifique) est atteint, tel que prévu à la fin de l'année N</b>				
<i>Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère de qualité : Au moins un 'A, pas de 'C' ni de 'D' = A; Deux fois un 'B' = B ; Au moins un 'C, pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D</i>				
Évaluation de l'EFFICACITÉ : note totale	<b>A</b>	<b>B</b>	<b>C</b>	<b>D</b>
		X		
<b>3.1 Tel qu'il est mis en œuvre actuellement, quelle est la probabilité que l'outcome soit réalisé ?</b>				
	<b>A</b>	La réalisation totale de l'outcome est vraisemblable en termes de qualité et de couverture. Les résultats négatifs (s'il y en a) ont été atténués.		
X	<b>B</b>	L'outcome sera atteint avec quelques minimales restrictions ; les effets négatifs (s'il y en a) n'ont pas causé beaucoup de tort.		
	<b>C</b>	L'outcome ne sera atteint que partiellement, entre autres en raison d'effets négatifs auxquels le management n'est pas parvenu à s'adapter entièrement. Des mesures correctives doivent être prises pour améliorer la probabilité de la réalisation de l'outcome.		
	<b>D</b>	L'intervention n'atteindra pas son outcome, à moins que d'importantes mesures fondamentales soient prises.		
<b>3.2 Les activités et les outputs sont-ils adaptés (le cas échéant) dans l'optique de réaliser l'outcome ?</b>				
	<b>A</b>	L'intervention réussit à adapter ses stratégies/activités et outputs en fonction de l'évolution des circonstances externes dans l'optique de réaliser l'outcome. Les risques et hypothèses sont gérés de manière proactive.		
X	<b>B</b>	L'intervention réussit relativement bien à adapter ses stratégies en fonction de l'évolution des circonstances externes dans l'optique de réaliser l'outcome. La gestion des risques est relativement passive.		
	<b>C</b>	L'intervention n'est pas totalement parvenue à adapter ses stratégies en fonction de l'évolution des circonstances externes de façon appropriée ou dans les temps. La gestion des risques a été plutôt statique. Une modification importante des stratégies s'avère nécessaire pour garantir à l'intervention la réalisation de son outcome.		
	<b>D</b>	L'intervention n'est pas parvenue à réagir à l'évolution des circonstances externes ; la gestion des risques a été insuffisante. Des changements considérables sont nécessaires pour réaliser l'outcome.		

<b>4. DURABILITÉ POTENTIELLE : le degré de probabilité de préserver et reproduire les bénéfices d'une intervention sur le long terme (au-delà de la période de mise en œuvre de l'intervention).</b>					
<i>Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère de qualité : Au moins 3 'A, pas de 'C' ni de 'D' = A; Maximum 2 'C, pas de 'D' = B ; Au moins 3 'C, pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D</i>					
<b>Évaluation de la DURABILITÉ POTENTIELLE : note totale</b>		<b>A</b>	<b>B</b>	<b>C</b>	<b>D</b>
				<b>X</b>	
<b>4.1 Durabilité financière/économique ?</b>					
	<b>A</b>	La durabilité financière/économique est potentiellement très bonne : les frais liés aux services et à la maintenance sont couverts ou raisonnables ; les facteurs externes n'auront aucune incidence sur celle-ci.			
	<b>B</b>	La durabilité financière/économique sera vraisemblablement bonne, mais des problèmes peuvent survenir en raison notamment de l'évolution de facteurs économiques externes.			
X	<b>C</b>	Les problèmes doivent être traités en ce qui concerne la durabilité financière soit en termes de frais institutionnels ou liés aux groupes cibles, ou encore d'évolution du contexte économique.			
	<b>D</b>	La durabilité financière/économique est très discutable, à moins que n'interviennent des changements majeurs.			
<b>4.2 Quel est le degré d'appropriation de l'intervention par les groupes cibles et persistera-t-il au terme de l'assistance externe ?</b>					
	<b>A</b>	Le Comité de pilotage et d'autres structures locales pertinentes sont fortement impliqués à tous les stades de la mise en œuvre et s'engagent à continuer à produire et utiliser des résultats.			
	<b>B</b>	La mise en œuvre se base en grande partie sur le Comité de pilotage et d'autres structures locales pertinentes impliqués eux aussi, dans une certaine mesure, dans le processus décisionnel. La probabilité d'atteindre la durabilité est bonne, mais une certaine marge d'amélioration est possible.			
x	<b>C</b>	L'intervention recourt principalement à des arrangements ponctuels et au Comité de pilotage et d'autres structures locales pertinentes en vue de garantir la durabilité. La continuité des résultats n'est pas garantie. Des mesures correctives sont requises.			
	<b>D</b>	L'intervention dépend totalement des structures ponctuelles n'offrant aucune perspective de durabilité. Des changements fondamentaux sont requis pour garantir la durabilité.			
<b>4.3 Quels sont le niveau d'appui politique fourni et le degré d'interaction entre l'intervention et le niveau politique ?</b>					
	<b>A</b>	L'intervention bénéficie de l'appui intégral de la politique et des institutions, et cet appui se poursuivra.			
x	<b>B</b>	L'intervention a bénéficié, en général, de l'appui de la politique et des institutions chargées de la mettre en œuvre, ou à tout le moins n'a pas été gênée par ceux-ci, et cet appui se poursuivra vraisemblablement.			
	<b>C</b>	La durabilité de l'intervention est limitée par l'absence d'appui politique. Des mesures correctives sont requises.			
	<b>D</b>	Les politiques ont été et seront vraisemblablement en contradiction avec l'intervention. Des changements fondamentaux s'avèrent nécessaires pour garantir la durabilité de l'intervention.			
<b>4.4 Dans quelle mesure l'intervention contribue-t-elle à la capacité institutionnelle et de gestion ?</b>					
	<b>A</b>	L'intervention est intégrée aux structures institutionnelles et a contribué à l'amélioration de la capacité institutionnelle et de gestion (même si ce n'est pas là un objectif explicite).			
	<b>B</b>	La gestion de l'intervention est bien intégrée aux structures institutionnelles et a contribué d'une certaine manière au renforcement des capacités. Une expertise supplémentaire peut s'avérer requise. Des améliorations sont possibles en vue de garantir la durabilité.			
x	<b>C</b>	L'intervention repose trop sur des structures ponctuelles plutôt que sur des institutions ; le renforcement des capacités n'a pas suffi à garantir pleinement la durabilité. Des mesures correctives sont requises.			
	<b>D</b>	L'intervention repose sur des structures ponctuelles et un transfert de compétences vers des institutions existantes, qui permettrait de garantir la durabilité, est improbable à moins que des changements fondamentaux n'interviennent.			

## 4.2 Décisions prises par la SMCL

N°	Recommandations	Délai	Responsable
1	Introduire une demande au niveau de l'AJT pour la poursuite judiciaire des promoteurs indélicats des 11 MIP litigieux de l'ex projet FAFA/MC	Immédiat	MAEP
2	Accélérer le processus de remboursement du fonds non justifié à la CTB pour permettre la fermeture de la FAIA	Immédiat	MAEP
3	Améliorer la communication et l'accompagnement au niveau des agents des CARDER pour une compréhension commune sur la vocation du laboratoire de Natitingou et sa valorisation	Septembre 2015	MAEP
4	Clarifier la politique semencière en cohérence avec le cadre juridique et les instruments de mise en œuvre tout en clarifiant les rôles et responsabilités des acteurs (CARDER, ABSSA, DPV)	Octobre 2015	MAEP
5	Clarifier et acter formellement les champs de compétences entre l'ABSSA et les autres structures d'encadrement et de contrôle impliqués dans la réforme en matière de sécurité sanitaire des aliments sur la base d'un dialogue participatif et inclusif avec l'ensemble des parties prenantes	Août 2015	MAEP
6	Assurer le redéploiement d'Inspecteurs et contrôleurs qualifiés au profit des Directions Techniques et Régionale de l'ABSSA afin que cette dernière puisse accomplir efficacement sa mission conformément au cadre juridique national, régional et international en matière de sécurité sanitaire des aliments	Septembre 2015	MAEP
7	Clarifier les rôles et responsabilités des acteurs dans la gestion des semences y compris le laboratoire de Natitingou	Septembre 2015	MAEP
8	Stimuler la participation des Maires au CTOS	Octobre 2015	CONAFIL
9	Concentrer les investissements du PROFI dans l'année 1 et 2 afin d'avoir le temps d'un accompagnement conséquent par la suite => assurer des enveloppes financières suffisamment grand au début.	Octobre 2015	UAC/UFR
10	Développer / actualiser une stratégie nationale d'aménagement des bas-fonds en vue d'éviter une grande variation / multitude de types d'aménagements par zone et filière et peu d'orientation pour ceux qui les	Décembre 2015	MAEP / Cellule de bas-fonds

N°	Recommandations	Délai	Responsable
	mettent en oeuvre, avec le danger d'une répétition des fautes dans la conception / l'éternel recommencement et un important risque d'inefficacité dans l'utilisation		
11	La version word du plan de clôture devra être présentée	Décembre 2015	UAC
12	Le Chef de file du Développement du programme agriculture organise une rencontre avec tous les projets/programme d'appui aux filières afin de convenir d'une stratégie d'harmonisation des interventions par filière, par maillon et par chaîne de valeur	Octobre 2015	SGM/MAEP
13	Par rapport à l'expertise concernant les aménagements hydro-agricoles, il faut analyser la possibilité de recourir au Fonds d'Etude et de Consultance (FEC) pour une expertise de longue durée qui appuie les parties prenantes en vue d'avoir des infrastructures de qualité	Octobre 2015	MAEP / Cellule de bas-fonds

### 4.3 Aperçu des MoRe Results

Résultats ou indicateurs du cadre logique modifiés au cours des 12 derniers mois ?	Cadre logique revu et approuvé lors de la session de la SMCL de 14/10/2014
Rapport <i>Baseline</i> enregistré dans PIT ?	oui
Planning de la MTR (enregistrement du rapport)	MTR fait en avril-mai 2014. Rapport sur PITWEB
Planning de l'ETR (enregistrement du rapport)	Evaluation Finale faite en novembre 2015. Rapport final en cours
Missions de backstopping depuis le 01/01/2015	-

## 4.4 Rapport « Budget versus Actuels (y – m) »

Budget vs Actuals (Year to Month, by Quarter) of BEN1002211												
Project Title :		Projet d'appui aux investissements pour la promotion des filières agricoles dans les départements du Mono, du Couffo, de l'Atacora et de la Donga										
Budget Version :		G01		Year to month : 31/12/2015								
Currency :		EUR										
YtM :		Report includes all closed transactions until the end date of the closed closing										
				2015								
Status	Fin Mode	Amount	2014	Q1	Q2	Q3	Q4	Total	Total Exp.	Balance	% Exec	
<b>A LES CONDITIONS</b>		<b>8.062.635,00</b>	<b>5.305.569,63</b>	<b>298.238,52</b>	<b>405.056,72</b>	<b>373.070,78</b>	<b>909.222,30</b>	<b>1.985.588,32</b>	<b>7.291.157,95</b>	<b>771.477,05</b>	<b>90%</b>	
<b>01 Qualité et l'accessibilité des</b>		<b>399.932,00</b>	<b>287.796,64</b>	<b>70.965,01</b>	<b>26.118,70</b>	<b>4.282,75</b>	<b>4.184,34</b>	<b>105.550,81</b>	<b>393.347,44</b>	<b>6.584,56</b>	<b>98%</b>	
01	Définition de stratégies de	COGEST	201.350,00	142.256,53	46.178,81	12.914,08		59.092,90	201.349,43	0,57	100%	
02	Concertation pour	COGEST	22.010,00	2.064,01	1.207,40	3.686,98	4.174,13	4.178,63	13.247,13	15.311,14	6.698,86	70%
03	Renforcement des	COGEST	145.021,00	120.865,66	17.607,86	6.547,93		24.155,79	145.021,45	-0,45	100%	
04	Renforcement des	COGEST	31.551,00	22.610,44	5.970,94	2.969,71	108,62	5,72	9.054,98	31.665,42	-114,42	100%
<b>02 Les communes réalisent</b>		<b>4.219.714,00</b>	<b>3.118.041,83</b>	<b>21.737,13</b>	<b>30.150,49</b>	<b>154.612,99</b>	<b>379.678,18</b>	<b>586.178,79</b>	<b>3.704.220,62</b>	<b>515.493,38</b>	<b>88%</b>	
01	Identification des besoins	COGEST	38.815,00	28.814,85			918,51	918,51	29.733,36	9.081,64	77%	
02	Accompagnement des	COGEST	3.705.879,00	2.817.052,42	5.098,21	12.548,54	82.362,92	348.176,69	448.186,35	3.265.238,77	440.640,23	88%
03	Accompagnement des	COGEST	1.261,00	1.260,60			0,00	0,00	1.260,60	0,40	100%	
04	ATN et expertises en appui	REGIE	351.546,00	270.332,67	16.013,89	15.927,83	17.058,93	21.904,00	70.904,64	341.237,31	10.308,69	97%
05	Accompagnement des	REGIE	62.914,00	581,29			27.842,63	8.678,98	36.521,61	37.102,90	25.811,10	59%
06	Audits des Investissements	REGIE	59.299,00	0,00	625,04	1.674,12	27.348,52		29.647,68	29.647,68	29.651,32	50%
<b>03 Les initiatives porteuses de</b>		<b>1.763.258,00</b>	<b>769.342,72</b>	<b>137.246,99</b>	<b>183.109,83</b>	<b>104.934,20</b>	<b>375.629,72</b>	<b>800.920,74</b>	<b>1.570.263,47</b>	<b>192.994,53</b>	<b>89%</b>	
01	Mise en place du dispositif	COGEST	58.968,00	36.248,74	936,78	4.635,82	5.370,63	14.950,52	25.893,75	62.142,49	-3.174,49	105%
02	Renforcement de l'offre de	COGEST	133.580,00	119.415,30	1.518,62	1.146,42		7.358,10	10.023,14	129.438,44	4.141,56	97%
03	Accompagnement des	COGEST	42.625,00	29.260,27	12.543,20	821,70	358,26	2.016,90	15.740,06	45.000,33	-2.375,33	106%
04	Accompagnement des	COGEST	1.097.651,00	459.738,98	105.119,01	100.081,16	66.261,04	272.487,04	543.948,25	1.003.687,23	93.963,77	91%
		REGIE	4.841.329,00	3.191.536,06	255.428,54	351.465,31	348.121,48	397.514,36	1.352.529,69	4.544.065,75	297.263,25	94,00
		COGEST	6.158.671,00	4.068.774,40	233.332,99	281.636,37	226.153,17	749.114,09	1.490.236,62	5.559.011,03	599.659,97	90,00
		<b>TOTAL</b>	<b>11.000.000,00</b>	<b>7.260.310,46</b>	<b>488.761,54</b>	<b>633.101,67</b>	<b>574.274,65</b>	<b>1.146.628,45</b>	<b>2.842.766,31</b>	<b>?</b>	<b>896.923,22</b>	<b>92,00</b>

Budget vs Actuals (Year to Month, by Quarter) of BEN1002211 Printed on 13/01/2016

page: 1

## Budget vs Actuals (Year to Month, by Quarter) of BEN1002211

Project Title : **Projet d'appui aux investissements pour la promotion des filières agricoles dans les départements du Mono, du Couffo, de l'Atacora et de la Donga**

Budget Version : **G01**

Year to month : 31/12/2015

Currency : **EUR**

YtM : **Report includes all closed transactions until the end date of the closed closing**

Status	Fin Mode	Amount	2015				Total	Total Exp.	Balance	% Exec	
			2014	Q1	Q2	Q3					Q4
05 Assistance technique	REGIE	191.334,00	122.852,76	14.862,93	14.693,31	14.039,07	16.897,07	60.492,39	183.345,15	7.988,85	96%
06 Suivi / évaluation du	COGEST	20.215,00	871,40	2.170,42	14.505,83	496,98		17.173,23	18.044,63	2.170,37	89%
07 Appui aux Services Non	REGIE	218.885,00	955,27	96,04	47.225,59	18.408,22	61.920,08	127.649,93	128.605,20	90.279,80	59%
<b>04 Des mécanismes</b>		<b>1.172.877,00</b>	<b>949.184,07</b>	<b>43.845,60</b>	<b>46.853,56</b>	<b>44.816,58</b>	<b>36.602,00</b>	<b>172.117,73</b>	<b>1.121.301,81</b>	<b>51.575,19</b>	<b>96%</b>
01 Appui à la mise en place du	COGEST	165,00	165,25						165,25	-0,25	100%
02 Appui institutionnel au	COGEST	31.379,00	31.378,82						31.378,82	0,18	100%
03 Appui à la mise du FADec	COGEST	35.220,00	25.498,94	6.787,05	2.933,88			9.720,93	35.219,87	0,13	100%
04 Renforcement des	COGEST	46.101,00	33.523,54				-16.379,12	-16.379,12	17.144,42	28.956,58	37%
05 Assistance Technique	REGIE	1.014.730,00	813.335,82	37.058,55	43.919,68	44.816,58	52.981,12	178.775,93	982.111,75	22.618,25	98%
06 Expertises ponctuelles	REGIE	45.282,00	45.281,70						45.281,70	0,30	100%
<b>05 Les producteurs améliorent</b>		<b>338.348,00</b>	<b>148.918,76</b>	<b>19.322,53</b>	<b>88.083,73</b>	<b>33.334,47</b>	<b>51.499,37</b>	<b>192.240,11</b>	<b>341.158,87</b>	<b>-2.810,87</b>	<b>101%</b>
01 Actualisation de la	COGEST	84.320,00	26.346,09	412,22	24.390,04	5.542,73	15.634,48	45.979,47	72.325,56	11.994,44	86%
02 Appui à la gestion et au	COGEST	72.897,00	28.850,29	6.283,51	20.312,56	15.602,62	24.034,16	66.232,85	95.083,14	-22.186,14	130%
03 Accompagnement	COGEST	131.042,00	69.025,62	4.222,53	38.793,73	7.773,53	6.105,47	56.895,26	125.920,88	5.121,12	96%
04 Appui à la Recherche-	COGEST	0,00	0,00						0,00	0,00	7%
05 Appui à la prise en compte	COGEST	3.352,00	256,11	2.973,52	121,96			3.095,48	3.351,59	0,41	100%
06 Assistance Technique	REGIE	43.904,00	21.607,24	5.430,75	4.465,45	4.415,59	5.725,26	20.037,05	41.644,29	2.259,71	95%
07 Expertises ponctuelles	REGIE	2.833,00	2.833,41						2.833,41	-0,41	100%
	REGIE	4.841.329,00	3.191.536,06	255.428,54	351.465,31	348.121,48	397.514,36	1.352.529,69	4.544.065,75	297.263,25	94,00
	COGEST	6.158.671,00	4.068.774,40	233.332,99	281.636,37	226.153,17	749.114,09	1.490.236,62	5.559.011,03	599.659,97	90,00
	<b>TOTAL</b>	<b>11.000.000,00</b>	<b>7.260.310,46</b>	<b>488.761,54</b>	<b>633.101,67</b>	<b>574.274,65</b>	<b>1.146.628,45</b>	<b>2.842.766,31</b>	<b>?</b>	<b>896.923,22</b>	<b>92,00</b>



Budget vs Actuals (Year to Month, by Quarter) of BEN1002211 Printed on 13/01/2016

page: 2

## Budget vs Actuals (Year to Month, by Quarter) of BEN1002211

Project Title : **Projet d'appui aux investissements pour la promotion des filières agricoles dans les départements du Mono, du Couffo, de l'Atacora et de la Donga**

Budget Version : **G01**

Year to month : 31/12/2015

Currency : **EUR**

YtM : **Report includes all closed transactions until the end date of the closed closing**

Status	Fin Mode	Amount	2015				Total	Total Exp.	Balance	% Exec	
			2014	Q1	Q2	Q3					Q4
<b>06 La compétitivité et l'accès</b>		<b>168.506,00</b>	<b>32.285,61</b>	<b>5.121,25</b>	<b>30.740,41</b>	<b>31.089,79</b>	<b>61.628,69</b>	<b>128.580,14</b>	<b>160.865,74</b>	<b>7.640,26</b>	<b>95%</b>
01	Appui à la mise en relation,	COGEST	9.523,91	1.271,78	11.015,20	23.597,71	46.829,29	82.713,98	92.237,89	232,11	100%
02	Appui à la mise en place et	COGEST	2.194,50		9.920,85	572,67	122,57	10.616,09	12.810,59	2.667,41	83%
03	Appui à l'approvisionnement	COGEST	609,80		5.322,30	2.356,86		7.679,16	8.288,96	3.743,04	69%
04	Renforcement de la	COGEST	0,00	137,81	41,16		7.634,65	7.813,62	7.813,62	15,38	100%
05	Assistance Technique	REGIE	18.141,44	3.711,65	4.440,90	4.562,54	7.042,19	19.757,28	37.898,72	982,28	97%
06	Expertises ponctuelles	REGIE	1.815,96						1.815,96	0,04	100%
<b>Y RÉSERVE BUDGÉTAIRE (MAX)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>						<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>7%</b>
<b>01 Réserve budgétaire</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>						<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>7%</b>
01	Réserve budgétaire	COGEST	0,00						0,00	0,00	7%
02	Réserve budgétaire REGIE	REGIE	0,00						0,00	0,00	7%
<b>Z MOYENS GÉNÉRAUX</b>		<b>2.937.365,00</b>	<b>1.954.740,83</b>	<b>190.523,02</b>	<b>228.044,95</b>	<b>201.203,87</b>	<b>237.406,15</b>	<b>857.177,99</b>	<b>2.811.918,83</b>	<b>125.446,17</b>	<b>96%</b>
<b>01 Frais de personnel UGF</b>		<b>2.098.637,00</b>	<b>1.350.080,60</b>	<b>154.100,05</b>	<b>184.658,77</b>	<b>168.337,14</b>	<b>178.474,69</b>	<b>685.570,65</b>	<b>2.035.651,26</b>	<b>62.985,74</b>	<b>97%</b>
01	ATI Coordinateur	REGIE	343.038,50	30.322,87	35.191,78	30.679,70	35.675,84	131.870,19	474.908,69	21.687,31	96%
02	ATI Mono Couffo	REGIE	277.833,82	34.582,38	35.951,38	34.149,50	36.471,10	141.154,36	418.988,18	12.412,82	97%
03	Directeur national	REGIE	0,00						0,00	0,00	7%
04	RAF international	REGIE	322.035,69	40.226,70	54.591,50	37.294,84	26.993,18	159.106,22	481.141,91	-7.167,91	102%
05	ATN suivi-évaluation	REGIE	42.994,22	5.426,81	6.620,80	8.227,87	12.380,01	32.655,49	75.649,71	2.547,29	97%
	REGIE	<b>4.841.329,00</b>	<b>3.191.536,06</b>	<b>255.428,54</b>	<b>351.465,31</b>	<b>348.121,48</b>	<b>397.514,36</b>	<b>1.352.529,69</b>	<b>4.544.065,75</b>	<b>297.263,25</b>	<b>94,00</b>
	COGEST	<b>6.158.671,00</b>	<b>4.068.774,40</b>	<b>233.332,99</b>	<b>281.636,37</b>	<b>226.153,17</b>	<b>749.114,09</b>	<b>1.490.236,62</b>	<b>5.559.011,03</b>	<b>599.659,97</b>	<b>90,00</b>
	<b>TOTAL</b>	<b>11.000.000,00</b>	<b>7.260.310,46</b>	<b>488.761,54</b>	<b>633.101,67</b>	<b>574.274,65</b>	<b>1.146.628,45</b>	<b>2.842.766,31</b>	<b>?</b>	<b>896.923,22</b>	<b>92,00</b>



Budget vs Actuals (Year to Month, by Quarter) of BEN1002211 Printed on 13/01/2016

page: 3

## Budget vs Actuals (Year to Month, by Quarter) of BEN1002211

Project Title : **Projet d'appui aux investissements pour la promotion des filières agricoles dans les départements du Mono, du Couffo, de l'Atacora et de la Donga**

Budget Version : **G01**

Year to month : 31/12/2015

Currency : **EUR**

YtM : **Report includes all closed transactions until the end date of the closed closing**

Status	Fin Mode	Amount	2015					Total	Total Exp.	Balance	% Exec
			2014	Q1	Q2	Q3	Q4				
	REGIE	458.240,00	279.504,01	29.021,12	35.966,72	39.762,62	47.116,94	151.867,39	431.371,40	26.868,60	94%
	COGEST	160.229,00	84.674,36	14.520,17	16.336,60	18.222,62	19.837,62	68.917,01	153.591,37	6.637,63	96%
<b>02 Investissements</b>		<b>257.611,00</b>	<b>223.885,39</b>	<b>418,85</b>	<b>6.288,25</b>	<b>6.584,92</b>	<b>2.603,96</b>	<b>15.895,98</b>	<b>239.781,37</b>	<b>17.829,63</b>	<b>93%</b>
01 Véhicules (8) et motos (4)	REGIE	151.222,00	151.221,70						151.221,70	0,30	100%
02 Equipement bureau	REGIE	30.282,00	27.000,27		662,39		525,42	1.187,81	28.188,08	2.093,92	93%
03 Equipement IT	REGIE	60.217,00	41.780,87		4.436,27	6.127,58	2.078,54	12.642,38	54.423,25	5.793,75	90%
04 Aménagement du bureau	REGIE	15.890,00	3.882,55	418,85	1.189,59	457,35		2.065,79	5.348,34	9.941,66	37%
<b>03 Frais de fonctionnement</b>		<b>453.513,00</b>	<b>312.831,76</b>	<b>35.902,69</b>	<b>26.199,36</b>	<b>26.281,74</b>	<b>46.327,49</b>	<b>134.711,28</b>	<b>447.543,05</b>	<b>5.969,95</b>	<b>99%</b>
01 Frais location bureaux	REGIE	43.785,00	25.421,07	2.274,51	6.089,62	3.855,22	5.870,53	18.089,87	43.510,94	274,06	99%
02 Services et frais de	REGIE	74.309,00	49.611,47	1.858,84	2.479,85	2.546,73	5.209,87	12.095,29	61.706,76	12.602,24	83%
03 Frais de fonctionnement	REGIE	154.028,00	115.335,14	11.573,89	8.618,48	15.636,94	11.217,78	47.047,09	162.382,23	-8.354,23	105%
04 Télécommunications,	REGIE	41.781,00	27.669,01	4.342,52	5.219,35	2.641,76	2.733,97	14.937,60	42.606,61	-825,61	102%
05 Fournitures de bureau	REGIE	48.738,00	33.990,44	5.105,57	4.622,41	2.517,39	4.680,33	16.925,70	50.916,14	-2.178,14	104%
06 Missions	REGIE	90.523,00	63.251,28	9.800,69	6.421,31	6.042,16	14.182,15	36.446,31	99.697,59	-9.174,59	110%
07 Frais de représentation et	REGIE	22.240,00	16.510,44	2.714,93	414,66	95,13	2.860,94	6.085,66	22.596,10	-356,10	102%
08 Formation	REGIE	13.604,00	6.958,79	144,83			4.652,81	4.797,64	11.756,43	1.847,57	86%
09 Frais financiers	REGIE	-2.726,00	-2.183,85	-286,24	-256,24	-405,45	-283,75	-1.231,68	-3.415,53	689,53	125%
10 Frais financiers	COGEST	-32.769,00	-23.732,03	-1.626,84	-7.410,08	-6.648,14	-4.797,13	-20.482,19	-44.214,22	11.445,22	135%
	REGIE	4.841.329,00	3.191.536,06	255.428,54	351.465,31	348.121,48	397.514,36	1.352.529,69	4.544.065,75	297.263,25	94,00
	COGEST	6.158.671,00	4.068.774,40	233.332,99	281.636,37	226.153,17	749.114,09	1.490.236,62	5.559.011,03	599.659,97	90,00
	<b>TOTAL</b>	<b>11.000.000,00</b>	<b>7.260.310,46</b>	<b>488.761,54</b>	<b>633.101,67</b>	<b>574.274,65</b>	<b>1.146.628,45</b>	<b>2.842.766,31</b>	<b>?</b>	<b>896.923,22</b>	<b>92,00</b>



Budget vs Actuals (Year to Month, by Quarter) of BEN1002211 Printed on 13/01/2016

page: 4

## Budget vs Actuals (Year to Month, by Quarter) of BEN1002211

Project Title : **Projet d'appui aux investissements pour la promotion des filières agricoles dans les départements du Mono, du Couffo, de l'Atacora et de la Donga**

Budget Version : **G01**

Year to month : 31/12/2015

Currency : **EUR**

YtM : **Report includes all closed transactions until the end date of the closed closing**

Status	Fin Mode	Amount	2014	2015				Total	Total Exp.	Balance	% Exec
				Q1	Q2	Q3	Q4				
<b>04 Audit et suivi et évaluation</b>		<b>127.623,00</b>	67.963,42	100,00	10.898,57	0,00	10.000,00	20.998,57	<b>88.961,99</b>	38.661,01	<b>70%</b>
01 Suivi et évaluation	REGIE	82.031,00	46.031,18		10.264,00		10.000,00	20.264,00	66.295,18	15.735,82	81%
02 Audits projets et Fonds de	REGIE	26.948,00	3.948,00			0,00		0,00	3.948,00	23.000,00	15%
03 Backstopping	REGIE	18.644,00	17.984,24	100,00	634,57			734,57	18.718,81	-74,81	100%
<b>99 Conversion rate adjustment</b>		<b>-19,00</b>	-20,34	1,43		0,07		1,50	<b>-18,84</b>	-0,16	<b>99%</b>
98 Conversion rate adjustment	REGIE	-19,00	-20,34	1,43		0,07		1,50	-18,84	-0,16	99%
99 Conversion rate adjustment	COGEST	0,00	0,00						0,00	0,00	?
	REGIE	4.841.329,00	3.191.536,06	255.428,54	351.465,31	348.121,48	397.514,36	1.352.529,69	4.544.065,75	297.263,25	94,00
	COGEST	6.158.671,00	4.068.774,40	233.332,99	281.636,37	226.153,17	749.114,09	1.490.236,62	5.559.011,03	599.659,97	90,00
	<b>TOTAL</b>	<b>11.000.000,00</b>	<b>7.260.310,46</b>	<b>488.761,54</b>	<b>633.101,67</b>	<b>574.274,65</b>	<b>1.146.628,45</b>	<b>2.842.766,31</b>	<b>?</b>	<b>896.923,22</b>	<b>92,00</b>



## 4.5 Investissements communaux (IC) sur dotation 2013

Situation Mono Couffo ; IC sur dotation 2013

COMMUNES	N° PROJET	INTITULE PROJET	TAUX D'AVANCEMENT DE LA PASSATION DE MARCHÉ (%)	TAUX DE REALISATION PHYSIQUE (%)
ATHIEME	Projet 1	Aménagement hydro agricole pour production maraîchère à Aguidahoué	100	30
BOPA	Projet 2	Projet communal de construction de 12 hangars de vente des produits agricoles et dérivés à LOBOGO	100	100
BOPA	Projet 3	Projet communal de construction de boutiques de vente d'intrants agricoles à LOBOGO	100	100
COME	Projet 4	Projet d'aménagement de site communautaire de 10 ha pour la promotion des produits maraîchers à GADOME	100	30
COME	Projet 5	Projet de construction d'une boutique pour la promotion de la vente groupée du riz local dans la commune de Come	100	100
GRAND POPO	Projet 6	Projet de construction de cinq (05) hangars pour la vente groupée des produits maraîchers dans le marché central d'Onkouihoué dans l'arrondissement de Grand Popo	100	100
HOUEYOGBE	Projet 7	Projet d'aménagement hydro agricole a Haindé pour la production du riz et des cultures maraîchères	100	30
HOUEYOGBE	Projet 8	Projet d'aménagement hydro agricole à Sinholoun pour la production du riz et des cultures maraîchères	100	30
HOUEYOGBE	Projet 9	Projet d'aménagement hydro-agricole à AGONGOH pour la production du riz et des cultures maraîchères	100	30
LOKOSSA	Projet 10	Projet de construction de sept (07) hangars dans le marché Central NESTO d'ALMEIDA de Lokossa	100	80

COMMUNES	N° PROJET	INTITULE PROJET	TAUX D'AVANCEMENT DE LA PASSATION DE MARCHE (%)	TAUX DE REALISATION PHYSIQUE (%)
LOKOSSA	Projet 11	Projet de construction de trois (03) boutiques de vente de produits agricoles au niveau du marché Central NESTO d'ALMEIDA de Lokossa	100	100
APLAHOUE	Projet 12	Projet de construction d'un magasin de vente groupée de produits agricoles et dérivés dans le marché de Kissamey	100	100
APLAHOUE	Projet 13	Projet de construction de six (06) hangars de vente groupée de produits agricoles et dérivés dont trois dans le marché de Kissamey et trois dans le marché de Godohou	100	100
DJAKOTOMEY	Projet 14	Projet de réalisation de deux blocs de 5 boutiques de vente de produits agricoles dans le marché de Kodébahoumè	100	100
DJAKOTOMEY	Projet 15	Projet de construction d'un ouvrage de franchissement à Djifritou	100	100
DOGBO	Projet 16	Projet d'aménagement hydro agricole de 50 ha pour la production de cultures maraîchères de contre saison à Dogbo dans les villages de Dékandji et de Kégbéhoué	100	40
KLOUEKANME	Projet 17	Projet de construction d'un magasin de stockage de produits agricoles et dérivés dans le marché central de Klouékanmé à l'annexe 2.	100	100
KLOUEKANME	Projet 18	Projet de construction de quatre hangars pour la commercialisation de produits agricoles et dérivés dans le marché central de Klouékanmé à l'annexe 2.	100	100
LALO	Projet 19	Projet de construction d'ouvrages de franchissement dans la commune de Lalo	100	0
LALO	Projet 20	Projet de construction de boutique de vente d'intrants agricoles appropriés à Hlassamè dans la Commune de Lalo	100	0

<b>COMMUNES</b>	<b>N° PROJET</b>	<b>INTITULE PROJET</b>	<b>TAUX D'AVANCEMENT DE LA PASSATION DE MARCHE (%)</b>	<b>TAUX DE REALISATION PHYSIQUE (%)</b>
TOVIKLIN	Projet 21	Projet de construction d'un magasin de stockage de produits vivriers à Toviklin centre	100	100
TOVIKLIN	Projet 22	Projet d'étude d'aménagement hydro-agricole d'un site pour la valorisation de bas-fonds d'Edouhoué pour la production intensive de riz, maraichage et pisciculture.	100	90

Situation Atacora-Donga; IC sur dotation 2013

COMMUNES	N° PROJET	INTITULE PROJET	TAUX D'AVANCEMENT DE LA PASSATION DE MARCHE (%)	TAUX DE REALISATION PHYSIQUE (%)
BASSILA	Projet 1	Construction de 11 ouvrages de franchissement sur la route communale primaire Salmanga-Welam	100	100
BOUKOMBE	Projet 2	Aménagement de la piste Tadonta-Dinatiponi avec construction de deux dalots et d'un caniveau d'accès.	100	100
BOUKOMBE	Projet 3	Construction d'un magasin de stockage de produits vivriers + aire de séchage dans le village de Dipokor 1.	100	100
COBLY	Projet 4	Construction du marché de bétail de Tokibi	100	100
COPARGO	Projet 5	Construction d'un magasin de stockage à Anandana	100	100
COPARGO	Projet 6	Construction de boutiques de produits fruitiers et maraîchers à Pabégou	100	100
DJOUGOU	Projet 7	Construction de dix sept (17) hangars de vente de produits agricoles dont six (06) au marché de Bougou, six (06) au marché de Partago et cinq (05) au marché de Paparapanga	100	100
DJOUGOU	Projet 8	Construction d'une aire de séchage pour la transformation des produits agricoles et dérivés à Djéou	100	100
KEROU	Projet 9	Construction d'un dalot 200 x 200 sur la piste KEROU-FETEKOU-ALIBORI	100	100
KEROU	Projet 10	Construction d'un magasin de stockage des intrants agricoles à Kossou	100	100
KEROU	Projet 11	Construction d'un magasin et de trois hangars au marché central pour les groupements maraîchers	100	95

COMMUNES	N° PROJET	INTITULE PROJET	TAUX D'AVANCEMENT DE LA PASSATION DE MARCHE (%)	TAUX DE REALISATION PHYSIQUE (%)
KOUANDE	Projet 12	Construction d'un magasin de stockage pour intrants et produits agricoles à Boro	100	100
KOUANDE	Projet 13	Construction d'un magasin de stockage pour intrants et produits agricoles à Tikougourou	100	100
KOUANDE	Projet 14	Construction d'un magasin de stockage pour intrants et produits agricoles Fo-Tancé	100	100
MATERI	Projet 15	Construction de douze (12) hangars a six (06) places de vente de produits agricoles et dérivés au marché central de Matéri	100	100
MATERI	Projet 16	Construction de dix hangars à six places pour la vente de produits agricoles et dérivés dans le marché de Gouandé	100	100
NATITINGOU	Projet 17	Construction de trois magasins de stockage des produits vivriers aux marchés de Kotopounga, Perma et Takonta	100	100
OUAKE	Projet 18	Construction de deux hangars de douze (12) places pour la vente des produits maraîchers au marché de Kassoua	100	100
OUAKE	Projet 19	Construction d'un module de deux boutiques pour la vente groupée du riz étuvé au marché de Kassoua	100	100
PEHUNCO	Projet 20	Construction d'un magasin de stockage pour intrant agricole à Sinaourarou	100	100
PEHUNCO	Projet 21	Construction d'un magasin de stockage pour intrants agricoles à Tobré	100	100
TOUCOUNTOUNA	Projet 22	Construction d'un magasin de stockage des céréales racines et tubercules dans le marché central de Toucountouna	100	95

## 4.6 Investissements communaux (IC) sur dotation 2014

Situation Mono Couffo ; IC sur dotation 2014

Commune	# de projets	Titre du Projet	Date de validation du CAV	Financement		
				FAIA	Commune	Total
<b>Aplahoué</b>	<b>1</b>	Projet de construction de retenues d'eau dans huit (08) villages de la commune d'aplahoué	26 novembre 2014	74 308 378	8 000 000	<b>82 308 378</b>
<b>Djakotomey</b>	<b>2</b>	Projet d'aménagement hydro agricole pour la production de riz et le maraichage à Gbotohoué	26 novembre 2014	21 225 500	960 000	<b>22 185 500</b>
		Projet d'aménagement hydro agricole pour la production de riz et le maraichage à Nakidahoué	26 novembre 2014	35 182 100	960 000	<b>36 142 100</b>
<b>Dogbo</b>	<b>3</b>	Projet d'aménagement de xx ha de bas-fonds de Dékandji/kégbéhoué dans la Commune de Dogbo	26 novembre 2014	31 053 087	0	<b>31 053 087</b>
		Projet de construction d'un bloc de cinq (05) boutiques Rez-De-Chaussée pour la commercialisation des intrants spécifiques, de petit matériels de maraichage, et des équipements hydro agricole	9 décembre 2014	16 622 162	2 579 350	<b>19 201 512</b>
		Projet d'aménagement et de réhabilitation d'un tronçon de deux (02) km et réalisation d'un dalot (100x100x5,00) sur la piste carrefour Dogbo-Ahomey-Ayomi centre au niveau de Vocanmé	26 novembre 2014	9 207 000	1 607 140	<b>10 814 140</b>
<b>Klouékanmé</b>	<b>2</b>	Projet d'aménagement de la piste Madèmè-Gahayadji_Adjankpahoué de 10 km	26 novembre 2014	25 000 000	2 500 000	<b>27 500 000</b>
		Projet de réalisation d'une retenue d'eau pour le développement du maraichage à Gnatchimè dans l'arrondissement de Tchikpè	26 novembre 2014	23 000 000	1 500 000	<b>24 500 000</b>
	<b>1</b>	Projet d'appui à l'aménagement hydro agricole pour la riziculture et le maraichage soutenus à TOWETA dans l'arrondissement de Ahomadégbé	26 décembre 2014	Attente finalisation IC 2013		
<b>Toviklin</b>	<b>1</b>	Aménagement hydroagricole pour le maraichage de contre saison, la riziculture et la pisciculture à Edouhoué	26 novembre 2014	55 381 767	4 618 233	<b>60 000 000</b>
	<b>10</b>	<b>TOTAL COUFFO</b>		<b>290 979 994</b>	<b>22 724 723</b>	<b>313 704 717</b>

Commune	# de projets	Titre du Projet	Date de validation du CAV	Financement		
				FAIA	Commune	Total
Athiémé	2	Projet d'aménagement hydro agricole de six (06) hectares à Houéglé pour la production maraîchère de contre saison dans l'arrondissement d'Atchannou	26 novembre 2014	31 435 000		<b>31 435 000</b>
		Projet d'aménagement hydro agricole de sept hectares à Kpinnou pour la riziculture dans l'arrondissement de Kpinnou	26 novembre 2014	16 565 000		<b>16 565 000</b>
Bopa	1	Projet d'ouverture d'une piste de déserte rurales TOWERA – GNIDONOU (6 km).	26 novembre 2014	48 000 000	500 000	<b>48 500 000</b>
Comé	3	Projet d'aménagement de site communautaire de 05 ha pour la production maraîchère de contre saison à Agountomè	26 novembre 2014	14 795 000	1 000 000	<b>15 795 000</b>
		Projet d'aménagement de site communautaire de 05 ha pour la production maraîchère de contre saison à Hongbadjacodji/Honvè	26 novembre 2014	15 197 000	1 000 000	<b>16 197 000</b>
		Projet de construction d'un hangar de 24 stands pour la promotion de la vente groupée des produits maraîchers dans le marché central de Comé	26 novembre 2014	18 000 000	1 000 000	<b>19 000 000</b>
Grand Popo	2	Construction d'un magasin de stockage et d'approvisionnement d'intrants agricoles à Nicouécondji	26 novembre 2014	13 289 026	0	<b>13 289 026</b>
		Projet de construction de neuf (09) hangars pour la vente groupées des produits agricoles dans le marché central d'ONKUIHOUE dans l'arrondissement de Grand Popo	9 décembre 2014	34 710 974	0	<b>34 710 974</b>
Houéyogbé	2	Projet d'extension de l'aménagement hydro agricole de Houingah Houégbé pour la production de riz et des cultures le maraichères	26 novembre 2014	40 000 000	4 265 000	<b>44 265 000</b>
		Projet de construction de boutique de vente d'intrants spécifiques pour la production du riz et des cultures maraîchères	26 novembre 2014	8 000 000	800 000	<b>8 800 000</b>
Lokossa	2	Construction de 12 hangars dans le marché Nesto d'Almeida de Lokossa	26 novembre 2014	35 145 769	0	<b>35 145 769</b>
		Construction de 04 hangars de vente de produits maraîchers et rizicoles avec muret au marché de légumes d'Agnivèdji	26 novembre 2014	14 691 791	0	<b>14 691 791</b>
	<b>12</b>	TOTAL MONO		289 829 560	8 565 000	298 394 560
	<b>22</b>	TOTAL MC		580 809 554	31 289 723	612 099 277
		Montant total de la première tranche de 70%	406 566 688			
		Montant total de la deuxième tranche de 30%	174 242 866			

Situation Atacora-Donga ; IC sur dotation 2014

N°	Commune	# de projet	Nature du projet	Montant de la subvention sollicitée	Contribution financière de la commune	Montant total du Projet
1	BASSILA	P1	Projet d'aménagement d'un plateau de production agricole dans la zone de concentration économique de SALMANGA	22 176 709	650 000	22 826 709
	BASSILA	P2	Projet de construction d'une boutique/magasins d'intrants maraichers à Bassila centre	12 430 887	650 000	13 080 887
	BASSILA	P3	Projet de construction d'un magasin de stockage d'anacarde de cent tonnes à MANIGRI OKE	12 041 145	650 000	12 691 145
	BASSILA	P4	Projet de construction d'un magasin de stockage de riz de cent tonnes à BIGUINA	12 041 145	650 000	12 691 145
2	BOUKOMBE	P1	Projet d'aménagement de la piste Kounakogou-Takounta-Koutagou avec construction de 16 dalots 100x100 de 3 radiers submersibles de 100 murets en maçonnerie moellons et de 13 mètres linéaires de caniveau d'accès de 80x70	55 463 263	150 000	55 613 263
3	COBLY	P1	Projet de désenclavement des zones de production agricole de Datori et de Kountori, à travers la réalisation des ouvrages de franchissement sur la Piste	48 000 000	1 000 000	49 000 000
4	COPARGO	P1	Projet de construction d'un magasin de stockage dans la commune de COPARGO dont un au marché de PABEGOU CENTRE	23 538 661	250 000	23 788 661
	COPARGO	P2	Projet de construction d'un magasin de stockage dans la commune de COPARGO au marché de KPASSABEGA	23 538 661	250 000	23 788 661
5	DJOUGOU	P1	Projet de construction d'une boutique de vente d'intrants spécifiques maraichage avec compartiment et bureau à Djougou centre	15 555 706	650 000	16 205 706
	DJOUGOU	P2	Projet de construction de magasin de stockage de cent tonnes de riz à BAKOU	28 661 368	650 000	29 311 368
	DJOUGOU	P3	Projet de construction de magasin de stockage de cent tonnes d'anacarde à DARINGA	42 656 197	650 000	43 306 197

N°	Commune	# de projet	Nature du projet	Montant de la subvention sollicitée	Contribution financière de la commune	Montant total du Projet
6	KEROU	P1	Aménagement de 1,5 ha de bas fond muni d'un système d'irrigation au profit des maraichers de FÊTÈKOU	27 000 000	739 000	27 739 000
	KEROU	P2	Projet de construction d'un magasin de stockage de 50 tonnes d'anacarde à BRIGNAMARO	20 000 000	739 000	20 739 000
	KEROU	P3	Projet de construction d'un magasin de stockage de 50 tonnes de riz à FIROU	20 000 000	739 000	20 739 000
7	KOUANDE	P1	Projet de construction d'un magasin de stockage des produits et intrant maraichers plus latrine à KOUANDE CENTRE	29 302 487	1 000 000	30 302 487
	KOUANDE	P2	Construction d'un pont sur la piste TANDAFI-KPAKOUTANKONGA	34 309 339	1 000 000	35 309 339
8	MATERI	P1	Projet d'aménagement progressif de la piste embranchement PINGOU-TITONSI via TAMPINTI-YEROU (17.72 KM) : construction de dix ouvrages de franchissement avec remblais d'accès	62 284 772	18 350 000	80 634 772
9	NATITINGOU	P1	Projet de construction d'un magasin de stockage de riz à YARIKOU	13 620 515	-	13 620 515
	NATITINGOU	P2	Projet de construction d'un magasin de stockage de tomate à KOUABA centre	13 620 505	-	13 620 505
	NATITINGOU	P3	Projet de construction d'un magasin de stockage d'anacarde à Kotopounga	20 430 758	-	20 430 758
10	OUAKE	P1	Projet d'aménagement hydro agricole du périmètre maraicher de TCHALADE	27 646 860	600 000	28 246 860
	OUAKE	P2	Projet de construction d'un module de deux boutiques de vente des produits phytosanitaire et des intrants à OUAKE CENTRE pour le maraichage	8 328 000	600 000	8 928 000
	OUAKE	P3	Projet de construction d'un magasin de stockage de 50 tonnes plus bureau et salle de réunion pour le stockage des noix d'anacarde à TCHALADE	12 025 140	600 000	12 625 140

N°	Commune	# de projet	Nature du projet	Montant de la subvention sollicitée	Contribution financière de la commune	Montant total du Projet
11	PEHUNCO	P1	Projet de construction d'une boutique pour intrant au profit des producteurs de maraichers à Pehunco	5 206 964	500 000	5 706 964
	PEHUNCO	P2	Projet de construction de deux magasins de stockage de riz à BEKET et à SOAODOU	27 427 455	1 000 000	28 427 455
	PEHUNCO	P3	Projet de construction d'un magasin de stockage pour anacarde à TONRI	13 713 728	500 000	14 213 728
	PEHUNCO	P4	Projet de construction d'un magasin de conservation d'oignon à OUASSA - MARO	5 206 964	500 000	5 706 964
12	TANGUIETA	P1	Projet de construction d'un magasin de stockage d'intrants et de produits maraichers à TANGUIETA	23 800 000	2 380 000	26 180 000
	TANGUIETA	P2	Projet de construction d'un magasin de stockage de riz à TANONGOU	25 100 000	2 510 000	27 610 000
13	TOUCOUNTOUNA	P1	Projet de construction d'un magasin de stockage de riz à COCOTA dans l'arrondissement de TAMPEGRE et d'anacarde à BOUNYAGNINDE dans l'arrondissement de KOUARFA	26 129 644	2 800 000	28 929 644
	TOUCOUNTOUNA	P2	Construction d'un dalot à deux travées sur l'axe TAMPEGRE- YARIKA dans l'arrondissement de TAMPEGRE	20 475 880	600 000	21 075 880
	TOUCOUNTOUNA	P3	Construction de trois aires de séchage à KOUARFA-TAMPEGRE et COCOTA de 20x10 mètre carré	1 594 476	300 000	1 894 476
<b>TOTAL</b>		<b>32</b>		<b>733 327 229</b>	<b>41 657 000</b>	<b>774 984 229</b>
			Montant total de la première tranche de 70%	<b>513 329 060</b>		
			Montant total de la deuxième tranche de 30%	<b>219 998 169</b>		